

REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

**Abrogation du décret contre les chômeurs !
Vaccination universelle !
Expropriation des groupes pharmaceutiques !**



- Bloquer l'offensive réactionnaire du gouvernement p. 2
- Pour la vaccination universelle contre le covid-19 p. 5
- Succès partiel des travailleuses de l'hôtel Ibis Batignolles p. 10
- Armée : un débat instructif à l'assemblée nationale p. 11
- Afghanistan : une défaite de l'impérialisme américain, mais pas une victoire pour le prolétariat p. 13
- Afrique du sud : émeutes et fracturation de l'ANC p. 18
- Cuba : après les manifestations de l'été p. 21
- 100 ans après la fondation du Parti communiste chinois (1) p. 23
- ABC du marxisme : dialectique p. 28

Bloquer l'offensive réactionnaire du gouvernement

Assurance chômage : le gouvernement est parvenu à ses fins

Quiconque visite le site du ministère du travail pour s'informer sur l'assurance chômage tombe sur la phrase placée en exergue :

Suite à la concertation qui s'est ouverte avec les partenaires sociaux de septembre 2020 à mars 2021, le décret n° 2021-546 du 30 mars 2021 a aménagé les règles d'indemnisation des demandeurs d'emploi et rétabli les dispositions relatives au bonus-malus. (<https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/nouvelles-regles-d-assurance-chomage/>)

Les directions syndicales ont toujours défendu leur participation à la concertation contre l'assurance chômage au motif qu'elles ne pratiquaient pas la politique de la chaise vide, qu'elles avaient des contre-propositions pour améliorer le système, etc. En fait d'améliorations, le gouvernement en attendait 1 milliard d'euros d'économies par an sur le dos des chômeurs. Et c'est bien là où la concertation a abouti. Une série d'attaques contre les droits des chômeurs.

En France, on doit toujours bien mieux gagner sa vie en travaillant qu'en restant chez soi, ce qui n'est actuellement pas toujours le cas. (Emmanuel Macron, Allocution télévisée, 12 juillet)

Pour la pointe avancée des réactionnaires, en général eux-mêmes confortablement nantis et dont Macron se fait le porte-parole, les chômeurs sont d'éternels profiteurs. À l'issue du séminaire gouvernemental de rentrée, le premier ministre a enfoncé le clou.

Tout doit être mis en oeuvre pour inciter au travail... Nous avons présenté aux partenaires sociaux un dispositif d'application entre le 1^{er} octobre et le mois de décembre. (Jean Castex, Déclaration, 8 septembre)

Selon le projet de décret envoyé aux « partenaires sociaux » le 16 septembre, copie conforme de celui du 30 mars, la durée d'affiliation nécessaire pour ouvrir ou recharger un droit, auparavant fixée à 4 mois, passera à 6 mois et les nouvelles règles de calcul de l'assurance chômage entraîneront une baisse moyenne de 22 % des allocations.

D'après l'Unedic, 840 000 chômeurs, soit 38 % des allocataires seront touchés. Le ministère lui-même donne le calcul suivant en exemple : un chômeur ayant travaillé 8 mois payé au SMIC sur les 24 derniers mois percevait 985 euros d'allocations pendant 8 mois, ce qui le plaçait déjà sous le seuil de pauvreté fixé à 1 063 euros pour une personne seule, ne touchera plus désormais que 667 euros (mais, qu'on se rassure, qui lui seront versés pendant 14 mois). Déjà vivre avec 985 euros par mois est très difficile, mais comment faire avec 667 ?

Mais jusqu'où ne pas aller trop loin ?

Pour Macron, il faut aller encore plus loin pour rester sans conteste le meilleur candidat pour la bourgeoisie à la prochaine présidentielle, lui dont le parti LREM, triomphant en 2017, s'est usé les semelles dans sa fonction de godillot, a subi nombre de déconvenues électorales et peine désormais à exister. C'est pourquoi le 12 juillet dernier, Macron avertissait sur les retraites :

J'ai entendu les débats sur le moment : faut-il faire cette réforme dès ce mois de juillet, à la rentrée, ou bien plus tard ? Alors, si je demande au gouvernement de Jean Castex de travailler avec les partenaires sociaux sur ce sujet dès la rentrée, je ne lancerai pas cette réforme tant que l'épidémie ne sera pas sous contrôle et la reprise bien assurée.

Le dossier reste cependant explosif et divise la bourgeoisie, non sur le fond consistant à allonger la durée de cotisations et à diminuer le montant des retraites, mais sur la capacité du gouvernement à imposer à la classe ouvrière un recul majeur sans risques.

Pour faire cette réforme, il faut un capital politique. Le temps est passé depuis 2017. Pour moi, c'est un débat de la présidentielle, il faut que tous les candidats se positionnent. (Geoffroy Roux de Bézieux, AFP, 9 juin)

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Imprimé par le GMI. Directeur de publication : Étienne Valy

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 12 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de ARTP
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, esperanto, français, turc : revolucionpermanente.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupermarxiste.info

Site de PD/Turquie : patronsuzdunya.com

Le dessin du créateur est de Honoré, assassiné par les islamistes le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski.

En réalité, ce sont les conditions politiques qui manquent de visibilité pour le gouvernement. En effet, malgré le dialogue social, la concertation tous azimuts, rien ne garantit au gouvernement que le risque d'une mobilisation ouvrière pouvant le mettre en difficulté soit totalement écarté.

Et rien ne garantit jamais par avance que la classe ouvrière, instruite de ses précédents échecs, ne parvienne à surmonter les obstacles et à déborder les appareils. Voilà en filigrane ce qui explique les hésitations de la bourgeoisie sur les retraites.

Et pourtant les mêmes intérêts capitalistes commandent au gouvernement d'avancer. Attal a précisé que si « *le projet, vu le temps qu'il reste d'ici la fin du quinquennat, ne pourrait pas être repris en l'état de 2019* », certaines parties du projet pourraient être mises en oeuvre. En clair, il s'agirait d'en finir avec ce qui reste des régimes spéciaux qui survivent, notamment celui de la RATP. Mais il a ajouté aux conditions économiques et sanitaires une troisième réserve :

C'est la question de l'unité de notre pays dans ce contexte. Aujourd'hui... les conditions ne sont pas réunies. Je ne peux pas vous dire qu'elles ne le seront pas d'ici à la fin du quinquennat.

La menace demeure donc. Et Macron saisira l'occasion s'il sent qu'elle se présente.

« Plus de bleu sur le terrain » (Macron, *Le Figaro*, 18 avril)

Plus il y a d'exploitation, plus il y a d'inégalité, plus il faut de corps de répression, plus il faut de boucs émissaires. D'où la violence incroyable contre les gilets jaunes, d'où la surenchère « sécuritaire » et anti-immigrée de tous les candidats de la bourgeoisie. Les crédits du ministère de l'intérieur qui avaient déjà progressé de 1,7 milliard d'euros depuis le début du quinquennat, devraient encore augmenter de 1,5 milliard en 2022. Le ministre de l'intérieur Darmanin a pu déclarer au congrès SGP Police-FO, le 30 juin : « *Je ne suis pas venu les mains vides* ».

Les directions syndicales, y compris celles (CFDT, CGT, FO, UNSA, CFTC...) qui syndiquent principalement des travailleurs, apprécient l'effort, tout en trouvant que c'est insuffisant. Leurs adjoints politiques veulent aussi pour la police et la gendarmerie toujours plus de flics, de matraques, de lanceurs de balles en caoutchouc, d'hélicoptères, etc.

Les annonces manquent d'engagements concrets dans la lutte contre la souffrance au travail et pour la revalorisation du métier et des carrières de policier et de gendarme. (Olivier Faure et David Habib, PS, *Un quinquennat de perdu*, 15 septembre)

Il convient d'engager les moyens budgétaires nécessaires. Nous proposons une loi de programmation

budgétaire... Nous proposons la création d'une nouvelle direction dédiée à la police de proximité et dotée de 30 000 postes statutaires supplémentaires. (PCF, *Communiqué sur le Beauvau de la sécurité*, 16 septembre)

Les policiers, ce que je vois, c'est qu'on leur demande vraiment de faire un travail difficile mais le gouvernement ne se donne même pas les moyens effectivement de leur donner de quoi travailler. (Nathalie Arthaud, LO, *France Info*, 15 septembre)

Voilà ce dont Macron profite aujourd'hui pour multiplier les initiatives contre les travailleurs. Ainsi, le 16 août, intervenant après la prise de Kaboul par les talibans, Macron, fidèle à sa ligne constante contre les réfugiés et les migrants, se permet-il d'appeler cyniquement à « *anticiper et nous protéger contre les flux migratoires irréguliers importants* » alors que des milliers d'Afghans, avec femmes et enfants, tentent de s'échapper.

À Marseille, il a tranquillement annoncé qu'à la rentrée 2022, les directeurs de 50 écoles dites pilotes pourraient choisir leurs enseignants « *pour être sûr qu'ils sont pleinement motivés* », au mépris de toutes les règles statutaires protégeant les travailleurs de la fonction publique.

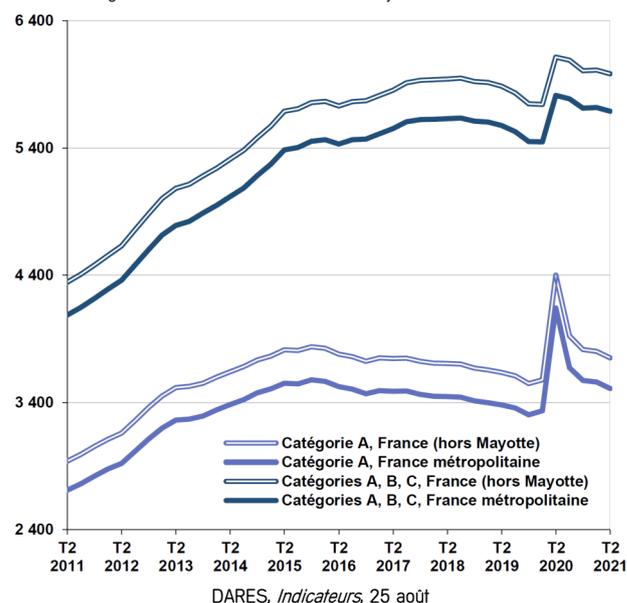
Le combat central pour l'échelle mobile des salaires

Selon le journal patronal *Valeurs actuelles* du 16 août, la rémunération des dirigeants des grandes entreprises du CAC 40 devrait augmenter de 40 % en 2021. Quant aux salariés, l'affaire se présente sous des auspices moins favorables. Le salaire minimum net mensuel,

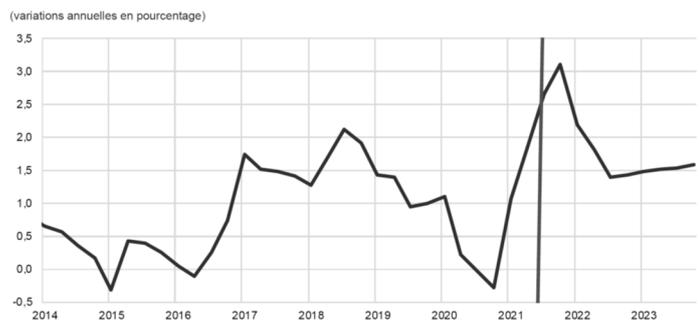
GRAPHIQUE 1 | Demandeurs d'emploi en catégories A et A, B, C

En milliers

Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables



Inflation mesurée par l'IPCH dans la zone euro (avec projections)

Banque centrale européenne, *Bulletin économique*, 23 septembre

celui de nombreux travailleurs dont la société a pu vérifier l'utilité sociale durant les confinements, est aux environs de 1 231 euros, après avoir été revalorisé en net de moins de 12 euros le 1^{er} janvier 2021. Rappelons que le seuil de pauvreté établi par l'Insee pour 2018, dernier chiffre publié, s'établissait alors à un revenu mensuel inférieur à 1 063 euros.

Depuis, l'inflation a repris. Les prix à la consommation ont augmenté de 2,2 % depuis novembre 2020, mois de référence pour la dernière revalorisation. Comme la loi impose une revalorisation automatique du SMIC si l'inflation annuelle dépasse 2 %, le SMIC augmentera au 1^{er} octobre de 2,2 %, 35 euros en brut, soit environ 27,50 en net. Pas plus, pas de « coup de pouce », ce serait « donner un coup de canif au redressement de l'emploi » (Le Maire, 6 septembre). Selon le ministre de l'économie ce n'est pas le capitalisme qui cause le chômage, mais les exigences excessives des salariés !

L'indice des prix n'est qu'une moyenne. Or, les dépenses contraintes représentent une part bien plus importante du budget des foyers pauvres. Les tarifs réglementés du gaz ont augmenté de près de 24 % en 2021, ceux de l'électricité de plus de 2 % et le prix de l'essence d'environ 15 %. Sans parler des loyers, des prix des aliments, etc. Si les smicards rattrapent tout juste, et donc avec un retard d'un an, l'augmentation officielle des prix, les autres travailleurs sont priés de s'en remettre à d'éventuelles négociations salariales.

Mais pour les fonctionnaires, les syndicats ont calculé que la valeur du point d'indice qui sert au calcul des salaires a décroché de 20 % du coût de la vie depuis 2000 et cette valeur reste gelée, la dernière augmentation de 0,6% remontant à janvier 2017. De plus, le gouvernement a d'ores et déjà écarté tout dégel dans le projet de budget 2022.

Le patronat prévient immédiatement que, selon lui, la hausse des salaires est cause d'inflation. « Pour autant on est bien conscient qu'il y a des problèmes de rémunération qui se traduisent d'ailleurs par des difficultés de recrutement dans un certain nombre de cas », indique le numéro 2 du Medef Martin le 25 août sur RFI. Les capitalistes ont toujours des solutions : une hausse des salaires

nets « doit passer par des réductions de charges sans pour autant creuser les déficits des régimes sociaux » propose le même Martin. D'où les attaques contre l'assurance chômage, les retraites, la branche maladie de la sécu...

La revendication du rattrapage des salaires, de leur ajustement automatique avec l'augmentation du coût de la vie jointe à celle de l'augmentation générale des salaires va redevenir centrale à mesure que les prix augmentent, d'autant plus que les affaires des capitalistes reprennent des couleurs. La bourgeoisie le sait bien et cherche à anticiper.

Repartir dans les « journées d'action » ou préparer la grève générale ?

Mélenchon (LFI), Hidalgo (PS) et Roussel (PCF) promettent tous monts et merveilles aux travailleurs... en avril 2022. Outre qu'il est douteux qu'une élection nationale, quelle qu'elle soit, résolve les problèmes de nature mondiale (les crises économiques récurrentes, le réchauffement climatique, les guerres incessantes, le sous-développement, les pandémies, le chômage, la montée de l'intégrisme religieux et la réapparition du fascisme...), faut-il que les travailleurs de ce pays, qu'ils aient la nationalité française ou pas, attendent la présidentielle ?

Certes, les directions de la CGT, de FO, de la FSU, de Solidaires, etc. appellent à une journée d'action dans l'éducation le 23 septembre, des retraités le 1^{er} octobre, à une interprofessionnelle le 5 octobre... Qui va croire qu'une journée d'action peut permettre d'emporter les revendications ? Alors de quoi s'agit-il pour les chefs syndicaux, s'il ne s'agit pas de l'emporter ? De préparer la mobilisation « dans la durée », selon leur formule consacrée ? L'intersyndicale prévient déjà « qu'elle doit se revoir » à l'issue de cette échéance. Pour quoi faire ? Appeler à une autre journée d'action ? Puis encore une autre, tout en continuant à légitimer le gouvernement et ses attaques en participant à toutes les concertations pour les justifier, les mettre au point puis les appliquer... jusqu'à l'épuisement comme les mobilisations précédentes ?

Pour obtenir l'échelle mobile des salaires, l'arrêt des licenciements, les postes nécessaires dans les hôpitaux et toutes les revendications légitimes des travailleurs et des jeunes, il faut rompre avec le gouvernement, préparer l'affrontement décisif contre lui et le patronat, il faut préparer la grève générale et l'auto-défense qui permettront de l'emporter. Les travailleurs, les jeunes, qui cherchent une issue à la lutte, qui cherchent à s'affranchir des obstacles bureaucratiques, doivent s'organiser sur cet axe.

16 septembre 2021

Pour la vaccination universelle contre le covid-19

La quatrième vague de covid-19 et la montée des hospitalisations, principalement de personnes non-vaccinées, a mis au centre de l'actualité la vaccination et le « passe sanitaire » que le gouvernement présente comme un outil pour encourager celle-ci et pour limiter les contaminations.

Vaccination et immunité collective

Le principe de la vaccination est d'immuniser un humain ou un animal contre une maladie causée par un agent pathogène (virus, bactérie, etc.) en lui inoculant une version atténuée ou une partie (par exemple, une protéine) de cet agent, ce qui stimulera le système immunitaire qui préparera ses défenses contre l'éventuelle infection. Le vaccin se constitue d'un agent antigénique (bactérie ou virus tué ou atténué, protéine de celui-ci, etc.) qui stimulera les défenses immunitaires, et d'un adjuvant ou immunomodulateur qui régule le fonctionnement de celui-ci.

La vaccination de masse, jointe aux réseaux d'eau potable, a permis d'éliminer de nombreuses maladies qui décimaient l'humanité, grâce à l'immunité collective. Pour qu'une épidémie s'éteigne, il faut qu'en moyenne chaque individu infecté contamine moins d'une personne autour d'elle. Tout virus a un nombre de reproduction R qui représente le nombre moyen de personnes à qui une personne infectée transmet le virus. Donc, pour que l'épidémie s'éteigne, il faut que parmi ces R personnes, en moyenne plus de $R - 1$ d'entre elles soient immunisées (par la vaccination ou en ayant eu la maladie auparavant), par conséquent le taux d'immunisation de la population doit dépasser $1 - 1/R$. Par exemple, le virus de la rougeole est extrêmement contagieux, avec un R d'environ 16, donc pour éviter une épidémie de rougeole, il faut que pratiquement 95 % de la population soit vaccinée ; ainsi, quand la couverture vaccinale de la population diminue, on constate l'apparition de foyers épidémiques, faisant des victimes parmi les personnes les plus fragiles.

La vaccination universelle à l'échelle de la planète a permis d'éradiquer la variole. En France, la vaccination obligatoire contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite a permis d'obtenir l'immunité collective, ainsi les cas sont extrêmement rares (souvent des personnes âgées non ou mal vaccinées). L'éradication de la poliomyélite, qui reste au stade épidémique dans deux pays seulement, reste un objectif de l'OMS.

Les nouveaux vaccins contre le covid-19 sont fiables et efficaces

La propagande antivaccins soulève de nombreuses objections aux vaccins contre le Covid en invoquant leur nouveauté et le caractère innovant de la technologie utilisée. Mais celles-ci ont toutes été réfutées par les spécialistes.

Risque de thrombose. Ces cas sont très rares, on dénombreait fin mars 62 cas de thrombose veineuse cérébrale dans le monde, dont 44 dans 30 pays en Europe pour 9,2 millions de doses de administrées. Il y a 39 cas de thrombose par million pour les patients infectés par le covid-19, 4 cas par million pour les vaccins Pfizer et Moderna, et 5 cas par million après la première dose du vaccin AstraZeneca.

« Ces vaccins ont été développés trop rapidement ». En fait, vu l'urgence, dans un contexte de course au vaccin, les États ont investi massivement dans les labos pharmaceutiques et les labos eux-mêmes ont investi massivement en matériel et personnels. Certains tests qui se faisaient auparavant dans une séquence ont été menés en parallèle. Les procédures administratives ont été améliorées pour limiter les retards. De plus, les progrès de la technologie permettent d'accélérer les processus. Et si les multinationales mettaient du temps pour développer les vaccins, c'est aussi parce qu'ils sont coûteux en fabrication (recherches, tests, validations, production) et ne rapportent que peu de profits surtout si une seule

injection est nécessaire avec très peu de piqûres de rappels au cours de la vie.

« C'est une nouvelle technologie qu'on ne maîtrise pas ». L'ARN messenger a été découvert en 1961, et il fait l'objet d'expérimentations depuis plusieurs décennies. En particulier, depuis 2009 des vaccins à ARNm sont développés, notamment contre Ébola. Depuis 2015, dans le domaine vétérinaire, un vaccin à ARN limite la propagation de la grippe aviaire, un autre celui du coronavirus de la diarrhée épidémique porcine.

« On n'a pas de recul sur ces vaccins ». Les essais ayant commencé au milieu de l'année 2020, cela fait donc plus d'un an qu'on les examine sur le terrain. Cinq milliards de doses ont été injectées, et tous les cas d'effets secondaires sérieux sont remontés et analysés. Il n'y a jamais eu dans l'histoire un vaccin autant surveillé.

REVOLUTION COMMUNISTE
Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

Des vaccins, pas des matraques !

« Quoi qu'il en coûte... » aux travailleurs p. 2
Autodéfense des grèves et des manifestations ! p. 6
Une grève à Blocoop p. 7
Covid-19, vaccination et capitalisme p. 9
Monde : quelles perspectives pour 2021 ? p. 14
États-Unis : des bandes fascistes au Capitole p. 18
Inde : multiplication de grèves p. 20
Iran : assez d'assassinats par Israël ! p. 22
1980-1982 : programme et parti en France p. 23
Mali : un État plus disloqué que jamais p. 28

n° 43 février 2021 2 euros

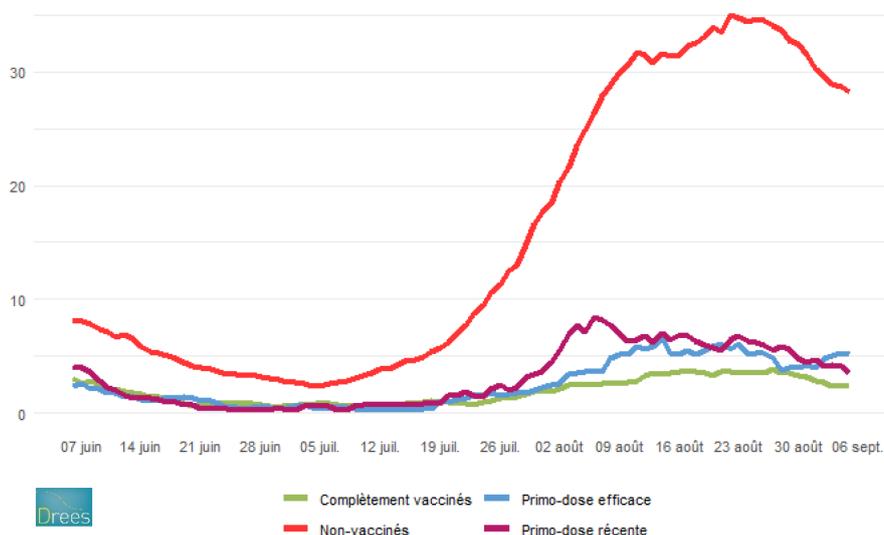
« *On ne connaît pas les effets secondaires à long terme* ». L'ARNm injecté dans le corps ne survit pas, il est rapidement détruit (en quelques heures ou un jour), donc tout effet secondaire est provoqué par son action juste après l'injection. L'idée d'un effet secondaire qui se manifesterait après plusieurs années, sans signe annonciateur à court terme, est une chimère. La comparaison avec les effets secondaires à long terme de médicaments comme le Levothyrox (que le patient prend chaque jour pendant le reste de sa vie) ne tient pas debout.

« *Le vaccin peut modifier mon ADN* ». Les vaccins n'utilisent pas d'ADN, mais de l'ARNm, qui ne pénètre pas dans le noyau de la cellule.

« *Ce vaccin n'est pas naturel* ». L'ARNm est une substance naturelle, on a mis dans le vaccin uniquement un petit morceau de l'ARN du virus. Les vaccins traditionnels à virus atténué ou inactivé contiennent un adjuvant chimique, qui peut causer des effets secondaires ; au contraire, les vaccins à ARNm n'ont pas d'adjuvant, mais un solvant lipidique, qui risque bien moins de causer des problèmes. Un aspect du progrès médical est d'implanter des prothèses à la place de segments d'artères détériorées, d'os abimés, de dents manquantes, etc. qui n'ont rien de « naturel », pas plus que la plupart des médicaments qu'absorbent en cas de besoin la plupart des obscurantistes et des complotistes.

La réalité sur le terrain montre que ces vaccins protègent à environ 90 % contre les formes graves et l'hospitalisation, même avec le variant Delta. Ils diminuent aussi le risque d'infection et celui de transmission. La comparaison entre les pays suivant leur taux de vaccination le montre, comme les statistiques nationales.

Graphique 2 : nombre d'entrées en soins critiques pour un million de personnes selon le statut vaccinal



La vaccination universelle est nécessaire

Les campagnes de vaccination ont débuté en ciblant les personnes les plus vulnérables, afin de désengorger les hôpitaux, en particulier les services de soins intensifs. Mais cela ne signifie pas que la vaccination n'est qu'un problème de personnes dites « à risques » ; c'est une grave erreur de le penser, pour trois raisons.

Tout d'abord, ne pas être dans une catégorie classée « à risques » ne signifie pas qu'il n'y a aucun risque. Une personne relativement jeune (moins de 40 ans), apparemment en bonne santé, peut faire une forme grave du covid, aller en réanimation, ou même en décéder. Même sans faire de forme grave, environ 10 % des patients peuvent faire un covid long, souffrant pendant plusieurs mois et se trouvant dans l'incapacité de travailler ; le patient typique est une femme jeune et active. Les enfants et adolescents contaminés peuvent faire un syndrome inflammatoire multisystémique pédiatrique (PIMS), une maladie sérieuse qui a envoyé des enfants en service de soins intensifs. En France, l'incidence cumulée des PIMS en lien avec le covid-19 entre le 1^{er} mars 2020 et le 25 juillet 2021 a été estimée à 38,3 cas par million d'habitants dans la population des moins de 18 ans.

Ensuite, le vaccin n'étant pas efficace à 100 %, des personnes vaccinées peuvent être contaminées et tomber malade ; en particulier, des personnes très fragiles, par exemple des vieillards, peuvent mourir du covid-19 tout en étant vaccinées. Par ailleurs, certaines personnes ne peuvent pas recevoir le vaccin à cause de contre-indications médicales, et certains patients sont très mal protégés par le vaccin à cause de l'insuffisance de leurs défenses immunitaires : les immunodéprimés ou les transplantés qui prennent un traitement

immunosuppresseur pour empêcher leur système immunitaire de rejeter l'organe greffé. Pour toutes ces personnes, la seule protection est de ne pas être infectées par leur entourage.

Enfin, une personne non-vaccinée aura, en cas de contamination, une charge virale plus importante, sera plus contagieuse et augmentera la circulation du virus. C'est particulièrement le cas des jeunes, qui ont une vie sociale plus intense et peuvent, par sentiment de sécurité, relâcher les gestes barrière. Cette circulation accrue du virus augmente le nombre de mutations, donc accélère l'émergence de nouveaux variants.

La vaccination d'une majorité de la population, mais à un niveau inférieur à celui de l'immunité collective, peut conduire à l'émergence puis à la domination d'un variant résistant à la vaccination : la circulation du virus parmi les non-vaccinés engendre le variant, puis celui-ci devient dominant en contaminant massivement les vaccinés.

Le « passe sanitaire » du gouvernement : inefficace, incohérent et stigmatisant

Dès la mi-juin, on pouvait constater que le nombre de premières injections du vaccin baissait, tandis que le variant Delta s'installait. Pendant la seconde moitié de juin, plusieurs spécialistes alertèrent sur le rythme insuffisant de la vaccination. Le 9 juillet l'Académie nationale de médecine réclama la vaccination obligatoire à partir de 12 ans, après l'avoir demandée pour certaines activités professionnelles le 25 mai. Ce n'est qu'à ce moment que le gouvernement réagit ; loin de mettre en oeuvre la vaccination universelle préconisée par l'Académie, il bricola un « passe sanitaire » bien différent.

Tout d'abord, l'obligation vaccinale est imposée uniquement à certaines professions. Les pompiers doivent se vacciner, mais pas les policiers qui souvent les accompagnent. Les soignants le doivent, mais pas les personnes les plus âgées qui sont le plus à risque de formes graves du covid. Dès lors ces professions se sentent stigmatisées, ce qui pousse certains à refuser la vaccination, qui est pourtant nécessaire. Une véritable politique de vaccination universelle commencerait par mettre en oeuvre l'obligation vaccinale pour un nombre plus grand de professions en contact avec le public (enseignants, commerciaux, livreurs, routiers, policiers, douaniers...) ainsi que pour certaines catégories de la population (par exemple les plus de 80 ans) ; ensuite, au rythme des vaccinations réalisées, cette obligation s'étendrait à d'autres catégories. Une telle obligation, planifiée et largement partagée ne créerait pas ce sentiment d'injustice et de stigmatisation.

De même, dans les lycées et collèges, la proposition de Blanquer, qu'en cas de covid dans une classe les élèves non-vaccinés soient « *évincés* », suscite la division et le sentiment de discrimination, alors que l'obligation de vaccination pour tous les lycéens et collégiens à partir de 12 ans ne discriminerait personne.

Une véritable politique d'incitation à la vaccination devrait partir des autorités sanitaires et de la Sécurité sociale. Il y a une large frange de population marginalisée dans la société capitaliste pour diverses raisons (âge, handicap, isolement géographique, désert médical, mauvaise maîtrise de la langue française, illettrisme, fracture numérique, etc.) qui n'est pas allée à la vaccination et qui ne fréquente pas toujours les lieux où le passe est exigé. Il est donc nécessaire que des équipes de vaccination aillent vers ces populations.

Il n'y a eu aucune campagne pour expliquer scientifiquement l'utilité de la vaccination et le fonctionnement des nouveaux vaccins, en particulier aucun des spots gouvernementaux inondant la télévision ne donne la moindre explication, et une grande partie de la population n'y comprend rien. Au contraire, le gouvernement a alimenté la défiance envers les vaccins, tout d'abord au début de la campagne en conditionnant la vaccination à un entretien pré-vaccinal et à la signature d'un formulaire de consentement éclairé, donnant l'impression que c'était quelque chose de dangereux, et en refusant d'ouvrir des centres de vaccination, au prétexte que les gens n'y viendraient pas ; plus tard, en suspendant le vaccin AstraZeneca dès les premiers cas de thrombose.

Enfin, le « passe sanitaire » du gouvernement français n'est pas si sanitaire que cela. Les tests virologiques ou sérologiques ne suffisent pas, à cause de leur caractère incertain ou éphémère. L'exigence absurde du passe sanitaire pour les patients admis à l'hôpital hors urgences risque de conduire à des retards et suspensions de soins et à une surcharge des services d'urgence.

La liberté, c'est de passer au feu rouge ?

Suite au discours de Macron, s'est rassemblée une protestation hétéroclite s'opposant au passe sanitaire qui convoque chaque samedi des manifestations sur le slogan de « liberté » où les gestes barrières (masque, distanciation physique) ne sont pas respectés.

Le noyau dur de ce mouvement agrège plusieurs secteurs de la réaction. Tout d'abord les arriérés antivaccins, dont les plus déterminés sont à l'origine d'insultes et de menaces à l'encontre de pharmaciens, de dégradations de tentes de tests et d'actes de vandalisme sur des centres de vaccination. Ensuite des partis « souverainistes » qui concurrencent LR sur sa droite : DLF (Dupont-Aignan), UPR (Asselineau) et surtout « les Patriotes » de Philippot, un ancien chef du RN hostile de longue date aux mesures sanitaires ; toute honte bue, le petit chef xénophobe et fascisant dénonce « *l'apartheid* » et « *la dictature* ». Enfin, des antisémites, notamment portant des pancartes avec « *Mais qui ?* », en référence aux propos antisémites tenus sur *CNews* par le général Delawarde, un des cosignataires de la tribune des militaires menaçant d'un coup d'État.

Ces manifestations du samedi ont un caractère nationaliste marqué, avec les nombreux drapeaux tricolores qui sévissaient déjà chez les gilets jaunes, et dans une moindre mesure « citoyeniste », de type libertarien ou anarchiste, sans exclure des opportunistes congénitaux qui croient que, puisque Macron est un représentant du grand capital (exact), tout ce qui s'oppose à Macron est bon à prendre (faux).

Les manifestants affirment vouloir défendre la « liberté » contre la « dictature sanitaire ». Quand, à la suite des attentats islamistes, le gouvernement avait instauré l'état d'urgence, interdit des manifestations pour le climat et encouragé les perquisitions arbitraires, Dupont-Aignan, Philippot et les antivaccins n'hurlaient pas à la « dictature ». Il ne s'agit pas non plus du droit à aller au café, restaurant ou cinéma : lors des confinements et du couvre-feu ceux-ci étaient fermés, ce qui ne suscitait pas de manifestations de masse. Il s'agit donc bien de la prétendue liberté de ne pas se vacciner et de contaminer les autres.

Ce sont les réactionnaires qui situent la liberté vraie dans l'individualité, dans le particularisme des individus, des localités, des provinces. (Friedrich Engels & Karl Marx, *L'Idéologie allemande*, 1845, III)

En matière de santé publique, la règle n'est pas la liberté individuelle, mais la norme obligatoire. Un travailleur salarié ne choisit pas librement d'être affilié ou non à la Sécurité sociale, cette affiliation est obligatoire. Les parents ne choisissent pas librement de battre ou non leurs enfants, de les instruire ou non, de les soigner ou non. Dans l'intérêt de toute la population et des enfants eux-mêmes, certains vaccins sont obligatoires. Sur les lieux de travail et dans les villes, les règles de sécurité et d'hygiène ne sont pas optionnelles, elles s'imposent. La limitation de vitesse des véhicules n'est pas une option ; le port de la ceinture de sécurité est obligatoire pour tous les occupants d'un véhicule. Il est interdit de fumer dans les lieux publics fermés. On n'est pas libre d'épandre n'importe quel pesticide sur un champ ou un parterre de fleurs, certains sont interdits à cause de leur nocivité. Et l'utilisation de l'amiante dans les bâtiments est proscrite.

Si c'est contre Macron, c'est bon ?

Aucune confédération syndicale ne s'est placée sur le terrain de la vaccination universelle. Cette position leur aurait permis de mener une campagne vigoureuse pour une vaccination massive sur les lieux de travail, en exigeant du patronat et des administrations la mise en place d'unités de vaccination mobiles allant dans les entreprises et les services. Elles se sont trouvées démunies quand Macron a exigé la vaccination obligatoire de tous les travailleurs de la santé et des services de secours et menacé de sanctions les réfractaires. Elles n'ont alors mené qu'une lutte défensive contre ces sanctions. Les syndicats SUD ont tenté de lancer des grèves contre la vaccination obligatoire de ces deux catégories, mais le refus de l'obligation vaccinale dans des secteurs particuliers prend le problème à l'envers, et ne peut pas unifier la classe ouvrière. Ce sont les travailleurs de la santé qui devraient convaincre toute la population, y compris les réfractaires dans leurs rangs, de la nécessité de vacciner tout le monde.

Le PS se contente de menacer le gouvernement de saisir le Conseil d'État (*Communiqué*, 19 juillet). Le PCF met en cause la « gestion libérale » (13 juillet) et, comme le PS, se garde de se compromettre avec la réaction (Christian Picquet & Maryse Montangon, 25 août).

Par contre, le parti populiste et souverainiste de gauche LFI soutient les manifestations des samedis mêlant antivaccins et antipasse sanitaire et y participe. En effet Mélenchon, loin de défendre l'obligation vaccinale, s'est au contraire placé sur le terrain de l'individualisme bourgeois.

À présent, vous prenez une pente, plus hasardeuse encore, quand vous entrez dans l'intime du corps sain ou malade, souffrant ou mourant, pour y établir le règne de vos lois et règlements absurdes. (Jean-Luc Mélenchon, *Assemblée nationale*, 25 juillet)

Dès lors, pour Mélenchon, qu'importe le flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse :

Ces marches du samedi sont hors norme en plein été. Elles procèdent de la logique caractéristique des révolutions citoyennes observées dans le monde. Ce qui compte c'est la volonté d'autocontrôle des gens sur leur vie et sur les décisions prises à leur sujet. (Jean-Luc Mélenchon, *Facebook*, 1^{er} août)

LO sympathise aussi avec les manifestations antipasse, « il n'y a pas que des antivaccins dans ces manifestations, il y a une colère aussi qui s'exprime contre Macron » (Nathalie Artaud, 19 juillet). À Chaumont, le 31 juillet, un conseiller municipal LO est intervenu lors de la manifestation. Pour séparer sa « colère » de celle des antivaccins et de Philippot, LO critique le slogan abstrait de liberté mais elle n'ose pas dénoncer la « liberté » de contaminer.

Le NPA et encore plus sa dernière scission, le CCR-RP sont également favorables aux manifestations antivaccins et antipasse. Ces courants couraient après l'ayatollah Khomeiny en 1978, mais n'ont rien appris.

Pour le NPA, « la gauche sociale et politique ne peut rester l'arme au pied », d'ailleurs « les dizaines de milliers de personnes qui se mobilisent ne sont pas une meute d'affreux réactionnaires antivaccins. » Le NPA se propose de défendre ses revendications, « y compris en nous joignant, partout où il est possible de porter une telle politique, aux initiatives de mobilisation » (*Communiqué*, 28 juillet) et soutenir « la candidature anticapitaliste et révolutionnaire de Philippe Poutou à l'élection présidentielle » (*Communiqué*, 12 juillet).

Mais comment défendre une politique « révolutionnaire » (sic), ou simplement une position rationnelle, dans des rassemblements interclassistes fourre-tout, où la vaccination est au mieux un choix individuel ou pire un « complot des élites » ?

Le CCR-RP a fait de la lutte contre le passe sanitaire un point fort de son apparition indépendante, lui consacrant de très nombreux articles, souvent répétitifs. Il donne dans la surenchère en reprenant le slogan absurde de « *loi liberticide* ». Il appelle les organisations syndicales à se joindre massivement aux manifestations antivaccins et antipasse. Il prétend que le mouvement antipasse et antivaccin doit expulser les éléments fascistes et fascistes : « *dégageons l'extrême-droite et défendons une stratégie sanitaire ouvrière !* » (Paul Morao, 6 août).

Certes, tout mouvement social de grande ampleur commence dans une certaine confusion, mais la nature politique des manifestations antivaccins et antipasse est réactionnaire.

Leur centre de gravité est dans la petite-bourgeoisie traditionnelle, pas dans la classe ouvrière. Selon un sondage IFOP réalisé du 20 au 21 juillet pour le *Journal du dimanche* sur les premières manifestations du samedi, 39 % des salariés étaient favorables mais 42 % déjà défavorables ; 50 % des artisans ou commerçants étaient favorables et 39 % défavorables (IFOP, *Le Regard des Français sur le mouvement de protestation contre le pass sanitaire*, 26 juillet, p. 8). 32 % des habitants de la région parisienne étaient favorables, 36 % des autres grandes agglomérations, 41 % des petites villes (p. 8). 47 % des électeurs de Le Pen de 2017 étaient favorables, 39 % de ceux de Mélenchon, 38 % de ceux de Hamon (p. 9).

L'indépendance de la classe ouvrière est nécessaire pour une véritable solution

La politique de Solidaires, de LFI, de LO, du NPA, du CCR-RP, du POID, du POI, du PCOF et compagnie revient à investir un mouvement interclassiste à domination petite bourgeoise, obscurantiste et réactionnaire, pour le redresser, pour en faire un mouvement progressiste. Pourquoi pas transformer l'eau en vin ou le plomb en or ?

Les démagogues fascistes donnent le ton et la petite bourgeoisie fournit les troupes. Personne ne saurait en expulser les complottistes, les antisémites et les fascistes. Malgré leurs rodomontades, les populistes de gauche sont

bien incapables de chasser « l'extrême-droite » de la rue. Tout au plus, ils manifestent séparément à Paris, tout en restant généralement mêlés à eux en province.

C'est la même logique stupide qui conduisit une aile du mouvement socialiste et une partie de l'anarchisme à soutenir en 1887 le général Boulanger, massacreur des communards en mai 1871, au nom de la lutte contre la 3^e république anti-ouvrière. C'est la même logique criminelle qui poussa le PCF stalinisé à faire manifester l'Association républicaine des anciens combattants avec les organisations fascistes en 1934 contre l'assemblée nationale. C'est la même logique qui a conduit le PS, le PCF, LFI et toutes les directions syndicales sauf Solidaires à soutenir les manifestations de policiers contre Macron début 2021.

Un gouvernement ouvrier serait amené à prendre face à la pandémie des mesures sanitaires obligatoires basées sur la science et dans l'intérêt de la population laborieuse. La politique du gouvernement, ce n'est pas « *l'autoritarisme sanitaire* », mais bien de subordonner la santé au capital, et de tourner le dos à la science quand cela l'arrange.

Les organisations ouvrières doivent tracer une autre voie que celles des Macron, Jadot, Bertrand, Le Pen, Zemmour, Philippot :

- Vaccination de toute la population mondiale, fin des brevets sur les vaccins, collaboration internationale pour produire les vaccins et mettre au point les traitements curatifs !
- Recrutement de travailleurs dans la santé publique, augmentation des salaires, titularisation des précaires !
- Expropriation des grandes firmes capitalistes du médicament, des équipements médicaux, des cliniques et des maisons de retraite privées !
- Gouvernement des travailleurs, États-Unis socialistes d'Europe !

Pour s'orienter et prendre la tête des autres exploités et des opprimés, la classe ouvrière a besoin de son propre parti, révolutionnaire et internationaliste.

Le communisme est l'avant-garde de la classe ouvrière unie par le programme de la révolution socialiste. Une organisation de ce type n'existe pas en France... Quiconque ose assurer aux travailleurs qu'une telle organisation n'est pas nécessaire est un vil flatteur. Il est criminel d'enjoliver la réalité. (Léon Trotsky, *Qu'est-ce que le centrisme ?*, 28 mai 1930)

28 août 2021



La Rochelle, 28 août

Succès partiel à l'hôtel Ibis Batignolles



Après 22 mois de mobilisation, les femmes de chambre de l'Ibis Batignolles (Paris, 17^e) ont obtenu partiellement satisfaction. L'hôtel appartient formellement à la SARL Paris-Clichy, une filiale d'Accor. Ce groupe capitaliste français est, avec 753 000 chambres dont 142 000 en France, le premier de l'hôtellerie en Europe et le sixième à l'échelle mondiale. Il couvre les différents segments du marché : luxe (Raffles, Fairmont, Sofitel...), haut de gamme (MGallery, Pullman, Swissôtel...), milieu de gamme (Novotel, Mercure, Adagio...) et bas de gamme (Ibis, hôtel F1...). Il est présent dans plus de 100 pays. Il exploite directement 300 000 travailleurs sur les cinq continents.

Un des membres du conseil d'administration est un ancien président de la république qui perçoit, pour une réunion de temps en temps, chaque mois 10 fois le salaire d'une femme de ménage à plein temps en France.

Nicolas Sarkozy peut avoir le sourire. Il aurait perçu l'an dernier 79 565 euros de jetons de présence de la part du géant tricolore de l'hôtellerie Accor, dont il est administrateur. (Capital, 2 avril 2019)

Accor surexploite en outre des dizaines de milliers de travailleurs, souvent des femmes, par le biais de la sous-traitance. En France, il s'agit surtout de femmes immigrées embauchées à bas prix par des entreprises de nettoyage : Société française de services, Challancin, Arcade, STN... Dans le cas de l'hôtel Ibis Batignolles, l'esclavagiste qui fournit la main-d'oeuvre surexploitée est la STN, la treizième entreprise du nettoyage en France avec plus de 3 700 salariés. Elle est familière des condamnations aux tribunaux du travail (les conseils de prudhommes) et des rappels ou amendes de l'administration du travail.

Pour être intégrées à Accor, une trentaine de femmes de chambre, de gouvernantes et d'équipiers se met en grève le 17 juillet 2019. Comme ailleurs, à l'hôtel Ibis Batignolles, leurs conditions de travail sont déplorables et la fragilité de leur statut les expose à la violence machiste.

En mars 2017, Beby, une des femmes de chambre de l'hôtel Ibis Batignolles, travaillant en sous-traitance

pour STN, a été agressée sexuellement par le directeur de cet établissement, licencié depuis, alors qu'elle préparait une chambre. L'affaire est en cours d'instruction, l'homme a été mis en examen. (Le Monde, 24 juillet 2019)

Les travailleurs ont cherché l'appui des organisations syndicales, en particulier le syndicat des hôtels de prestige et économiques de la CGT. La direction de la CGT-HPE ne cherche pas à étendre la grève à tous les hôtels Accor mais multiplie des actions symboliques

Certes, la direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (Drieets) de Paris signale à la STN ses manquements au droit du travail, mais elle rappelle aussi aux travailleurs que leur employeur est la STN, pas Accor. En effet, la sous-traitance est non seulement tolérée, mais organisée et protégée par l'État bourgeois.

De plus, la pandémie affaiblit la possibilité d'arracher la revendication de l'intégration, car les capitalistes de l'hôtellerie licencient en 2020 leurs propres salariés (700 postes en moins chez Accor en France). Néanmoins, au printemps 2021, le sous-traitant et le donneur d'ordres misent sur la reprise de l'activité si bien que la STN accepte la médiation de la Drieets.

Par conséquent, les responsables de la CGT-HPE signent le 21 mai un compromis avec la STN approuvé par la Drieets Paris et par la SARL Paris Clichy. Il contient des gains : représentation du personnel de la STN qui travaille sur le site, réintégration de deux personnes à contrat à durée déterminée qui avaient été licenciées, augmentation de salaire sous forme d'une indemnité nourriture (7,50 euros pour ceux qui travaillent plus de 5 h par jour, 3,65 euros pour les autres), baisse des cadences (3 chambres par heure au lieu de 3,5), décompte précis des heures de travail et annulation des mutations forcées. Mais la plupart de ces concessions seront difficiles à appliquer à cause du maintien des salariés au sein de la STN et de la prolongation de leur statut précaire. De plus, en signant l'accord, le syndicat et les salariés abandonnent leurs procédures en justice et s'engagent à ne pas mettre en cause publiquement la STN.

La vaillance et la persévérance des travailleurs de l'Ibis Batignolles dans un secteur traditionnellement peu organisé sont des encouragements à s'organiser et lutter pour en finir avec la précarité qui découle de la sous-traitance, dans le groupe Accor et dans toute l'hôtellerie. En finir avec la division organisée par le capital entre salariés des groupes hôteliers et salariés des entreprises de nettoyage permettra la lutte unie et l'amélioration du sort de tous les exploités des hôtels.

15 juin 2021

Armée : un débat instructif à l'assemblée nationale

Les partis « réformistes » et le fardeau du militarisme

Le 22 juin, les députés ont débattu du budget de l'armée. Apparemment, il s'agissait d'un « *exercice de pure forme* », puisque le gouvernement n'avait pas déposé de projet de loi mais une « *simple déclaration d'intérêt général* » (*Le Monde*, 24 juin). Pendant ce temps, la loi de programmation militaire (LPM) de 2019-2025, soit 300 milliards d'euros sur 6 ans, s'applique. Le budget de la défense augmente pour 2021 de 1,7 milliard d'euros (+4,5 % par rapport à 2020) pour atteindre 39,21 milliards, ce qui le classe parmi les 10 plus gros du monde (vers la 6^e place, alors que sa population est la 22^e du monde). Des publicités coûteuses servent à recruter, par contraste avec le sort de la santé et de l'enseignement publics. Il n'y a pas assez d'argent pour embaucher à l'hôpital public mais « *l'armée est le premier recruteur de l'État* » (Jean Castex, *Bulletin officiel*, 23 juin 2021, p. 6850).

Le débat parlementaire n'en est pas moins instructif car le fardeau du militarisme, que la classe ouvrière supporte largement, finance une institution au service de la classe dominante, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur.

Les contradictions internes au capitalisme et au militarisme se réfractent au sein des managers et des principaux actionnaires des entreprises d'armement, de la hiérarchie militaire et des écoles supérieures militaires, des hauts fonctionnaires et des représentations politiques de la classe dominante. Les partis politiques bourgeois ne remettent jamais en cause l'armée bourgeoise. L'opposition entre LREM, LR, RN, EELV, MoDem, UDI, DLF, UPR... porte sur la désignation des adversaires et le choix des alliés, la proportion de la richesse nationale à lui affecter, le choix entre armée professionnelle et conscription, la répartition de la manne entre les types d'armements et parmi les différents corps de l'armée... Cela explique que les députés LR se soient abstenus le 22 juin sur le texte soumis par le gouvernement.

Je n'ai aucune gêne à saluer le redressement engagé : de 2017 à 2021, le budget de la mission « Défense » aura progressé de 7 milliards d'euros. Depuis trois ans, les lois de finance initiales respectent strictement la LPM, avec un budget qui est passé de 35,9 à 39,2 milliards... Les sénateurs évaluent à 8,6 milliards l'ensemble des surcoûts d'ici à 2025... Nous avons raté le tournant des drones. Les moyens accordés à l'espace sont-ils à la hauteur des défis du moment ? Si le porte-avion est assurément un outil diplomatique, sur le plan militaire n'est-il pas discuté ? Je n'ai pas la prétention de détenir les réponses à ces questions. (François Cornu-Gentille, LR, *Bulletin officiel*, 23 juin 2021, p. 6587)

Malheureusement, les partis « réformistes » (PS, PCF, LFI, Génération.s...) ne se distinguent guère des partis de la classe dominante.

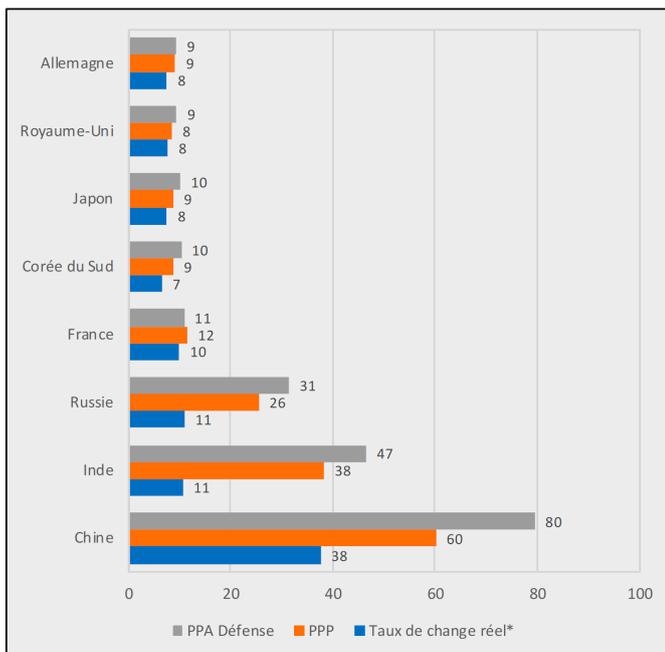
Un consensus sur la défense nationale, sur la stratégie collective devrait être possible (David Habib, Parti socialiste, p. 6589). *Il faut saluer l'engagement d'atteindre un seuil de dépenses destinées à la défense de 2 % du PIB* (Isabelle Santiago, PS, p. 6585). *Il fallait une loi d'actualisation de la LPM, vous l'avez refusée... Une planification efficace est nécessaire et nous avons l'outil : le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale... L'impératif d'indépendance militaire et stratégique de la France* (Bastien Lachaud, La France insoumise, p. 6582, p. 6594). *La loi de programmation militaire est la colonne vertébrale du budget et donc de l'action de l'armée, mais cette loi manque sa cible car améliorer les conditions de vie et de travail de nos soldats ne peut se faire à moitié... Je suis dubitatif sur le fait que la loi de programmation militaire permette de rattraper, à la hauteur des besoins, les retards pris depuis plusieurs décennies.* (Jean-Paul Lecoq, PCF, p. 6584-6585)

Les partis ouvriers dégénérés ne remettent pas en cause l'armée bourgeoise, parce qu'ils défendent le capitalisme français et son État, dont l'armée est un pilier. Par conséquent, le PS, le PCF et LFI avaient soutenu le principe de la loi de programmation [voir *Révolution communiste* n° 42, novembre 2020] et ils n'ont vu dans la pétition d'avril des généraux en retraite que les manigances de quelques « factieux » au sein d'une « armée républicaine » [voir *Révolution communiste* n° 45, juin 2021].

En outre, bien des dépenses militaires ne figurent pas au budget de la défense : les retraites versés aux 600 000 anciens combattants, les fonds spéciaux du premier ministre pour les services d'espionnage (DGSE), les subventions aux entreprises qui produisent partiellement ou totalement des armements (Airbus, Naval, Thales, Safran, Dassault, KNDS, MBDA, RTD...), des fonds publics qui vont à la recherche scientifique en matière d'espionnage et d'armes, la prise en charge par le budget de l'éducation nationale des frais du service national universel, le financement par les fonds de développement européen et les départements ou collectivités d'outre-mer du service militaire adapté, le paiement par le ministère du travail, le ministère de la cohésion territoriale et le fonds social européen des établissements publics d'insertion dans l'emploi, le surcoût dans la construction des infrastructures et dans leur maintenance engendré par les exigences de l'armée...

Une autre technique pour masquer les dépenses militaires est en sommeil depuis 2019. Elle consistait à ponc-

En % des dépenses des Etats-Unis en 2017



Données pour l'Arabie Saoudite non disponibles.

Ministère des armées, EcoDef, mai 2021

tionner chaque année les budgets civils pour assurer le financement des interventions militaires à l'étranger (OPEX) car leur coût (primes ISSE non imposables, carburant, entretien du matériel, munitions, alimentation...) dépassait chaque année le montant prévu au budget de « la défense ». Pourtant, lors du dernier débat parlementaire, deux partis regrettent cette filouterie antidémocratique.

La fin du financement interministériel des OPEX constituait une encoche sérieuse à la LPM. (François Cornu-Gentille, LR, p. 6587). Nous refusons que les OPEX soient inscrites dans le budget sans plus satisfaire au principe de financement interministériel parce qu'un tel choix affecte aussi bien la préparation opérationnelle que la régénération des matériels. (Bastien Lachaud, LFI, p. 6585)

Aucun parti d'origine ouvrière n'a condamné l'État français et son armée pour ses expéditions, comme sa participation à l'invasion et à l'occupation de l'Afghanistan (2001-2012) qui laisse un pays exsangue aux mains de la réaction islamiste.

Selon le premier ministre, la France n'est pas impérialiste

Lors du débat du 24 juin à l'assemblée nationale, tous les partis rendent hommage aux troupes qui mènent une guerre qui ne dit pas son nom dans le « pré carré » africain hérité du colonialisme.

J'aurai avant tout une pensée pour les six soldats engagés dans l'opération Barkhane qui ont été blessés hier (Isabelle Santiago, PS, p. 6594). Avant toute chose, je tiens à adresser mon soutien et tous mes

vœux de rétablissement aux soldats de la force Barkhane blessés avant-hier. (Bastien Lachaud, LFI, p. 6582)

Lors de la déclaration du gouvernement, le premier ministre dénonce les « visées impérialistes ».

À la menace devenue trop récurrente du terrorisme, à la diffusion de l'obscurantisme qui utilise les moyens les plus modernes pour exploiter des failles de nos systèmes de sécurité, à l'émiettement de la violence sans frein qui en découle, s'est ajoutée la montée des appétits de certains pays en quête de puissance. Ces pays renouent avec des visées impérialistes que nous pensions oubliées. Ils se lancent à nouveau dans la course aux armements. (Jean Castex, p. 6578)

Il est interrompu par le chef de LFI : « Vous parlez des Etats-Unis ? » (Jean-Luc Mélenchon, p. 6578). Il est d'accord avec le gouvernement sur un point : l'impérialisme n'est jamais français. LFI et le PCF suivent une aile minoritaire de leur bourgeoisie, représentée par le RN et l'UPR qui veulent prendre leurs distances avec les Etats-Unis et se rapprocher d'autres puissances impérialistes (Russie, Chine), alors que le PS est aligné sur la fraction majoritaire de sa bourgeoisie représentée par LREM et LR qui veut garder son autonomie vis-à-vis des États-Unis tout en restant dans l'OTAN, au moins tant que l'Union européenne n'a pas d'armée propre.

Nous sommes confrontés à des actions belliqueuses, notamment de la Russie, de la Chine et de la Turquie. (David Habib, PS, p. 6589)

Quand le premier ministre vante « le renforcement de notre action dans le domaine spatial », un député du PCF approuve deux fois : « Très bien ! », « C'est bien ! » (Jean-Paul Lecoq, p. 6580).

Les partis sociaux-impérialistes s'appuient sur les confettis conservés de l'empire colonial pour demander plus de présence militaire française dans le monde.

Nous disposons du deuxième plus grand territoire maritime du monde et beaucoup de travail reste à faire pour le protéger (Jean-Paul Lecoq, PCF, p. 6585). Dans la zone indopacifique, nos effectifs et nos moyens ne sont pas suffisants. (Bastien Lachaud, LFI, p. 6585)

Les préoccupations des « réformistes » coïncident avec celles du chef de l'état-major.

Dessiner une voie médiane entre les Etats-Unis et la Chine nécessite d'abord d'être reconnu comme un acteur légitime, en particulier en Indopacifique. Cela a un coût considérable. (François Lecointre, Le Monde, 14 juillet 2021)

18 août 2021

Afghanistan : une défaite de l'impérialisme américain, mais pas une victoire pour le prolétariat

L'intervention de l'URSS

En Iran, la révolution qui a commencé en 1978 est écrasée par la contre-révolution islamiste en 1979. En décembre 1979, l'URSS, qui craint de voir l'Afghanistan voisin tomber sous la coupe des islamistes et de l'impérialisme américain, de voir le djihad s'étendre dans ses propres territoires d'Asie centrale, intervient. Le KGB et les forces spéciales russes liquident physiquement le président Amin et bon nombre de membres du comité central du PDPA-Khalq. Le Kremlin met en place un gouvernement Karmal (PDPA-Parcham) et confie la police politique à Mohammad Najibullah (PDPA-Parcham).

S'alignant sur les puissances impérialistes de l'époque, les partis sociaux-démocrates et travaillistes condamnent l'intervention de l'URSS. Ils sont suivis par tous les maoïstes du monde, plusieurs partis « communistes » vendus à leur propre bourgeoisie depuis 1935 et la plupart des courants issus de la décomposition de la 4^e Internationale après la 2^e guerre mondiale : cliffistes (SWP britannique...), pablistes-morénistes (dont les héritiers sont, entre autres, le PTS argentin et le PSTU brésilien), lambertistes (aujourd'hui POID et POI français, PT algérien...), pablistes-grantistes (SP britannique, SA américaine...), pablistes-mandéliens (NPA français, PST algérien...), hardystes (LO française), etc. Comme s'il était possible d'être neutre dans un conflit opposant un gouvernement progressiste soutenu par un État ouvrier, aussi dégénéré était-il, et le fascisme clérical appuyée par l'impérialisme dominant.

Dans les États et nations arriérés, où prédominent des rapports de caractère féodal ou patriarcal, il faut tout particulièrement avoir présent à l'esprit la nécessité pour les partis communistes d'aider le mouvement de libération démocratique bourgeois... la nécessité de lutter contre le clergé et les autres éléments réactionnaires et moyenâgeux, la nécessité de lutter contre le panislamisme et autres courants analogues. (Vladimir Lénine, « Ébauche de thèses sur les questions nationale et coloniale », 5 juin 1920, Œuvres, t. 31, Progrès, p. 150)

Pour autant, l'oligarchie à la tête de l'URSS craint plus la révolution (qui pourrait s'étendre à son propre prolétariat) que la réaction islamiste. Elle s'efforce seulement de préserver un Afghanistan allié à ses frontières. Si le Kremlin envoie des troupes, issues majoritairement des conscrits de ses républiques d'Asie centrale (Tadjiks, Ouzbeks...), l'effectif maximal (110 000 soldats) est bien inférieur à celui envoyé en 1956 écraser la révolution prolétarienne en Hongrie (environ 200 000).

L'armée de l'URSS s'enlise d'autant plus que les États-Unis, qui avaient été défaits au Vietnam en 1975, arment et financent les moudjahidines à grande échelle, avec l'aide du Pakistan et de l'Arabie saoudite.

En 1986, Reagan livre une arme sophistiquée, les missiles anti-aériens Stinger, aux djihadistes. Un des résultats est que prospèrent, sous leur égide et avec la complicité de la CIA, des cartels de l'opium qui alimentent en héroïne des soldats russes, mais surtout le marché mondial, au moment où l'État américain décrète la guerre à la drogue dans ses frontières et en Amérique latine.

La même année, Brejnev remplace Karmal par Najibullah. En 1987, le nouveau gouvernement PDPA-Parcham change le drapeau pour lui conférer une coloration musulmane, revient sur la collectivisation des terres, construit plus de 100 mosquées, tente de mettre sur pied un clergé sous le contrôle de l'État, réintroduit la religion dans l'enseignement, rappelle des responsables monarchistes et intègre des chefs tribaux, etc.

Sans aucune stratégie communiste internationaliste et donc sans perspective démocratique et laïque sérieuse, la petite classe ouvrière est muselée, incapable de prendre la tête de tous les exploités et opprimés. Le pays est ravagé, avec un million de morts et autant de déplacés. En URSS, des familles des soldats appellent à la fin de la guerre. L'URSS commence elle-même à se déliter. En 1989, Reagan refuse tout compromis sur l'Afghanistan à Gorbatchev qui retire les troupes. Preuve d'un certain soutien social ou plutôt d'un rejet des djihadistes, en particulier dans les villes, la République démocratique afghane tient encore trois ans.

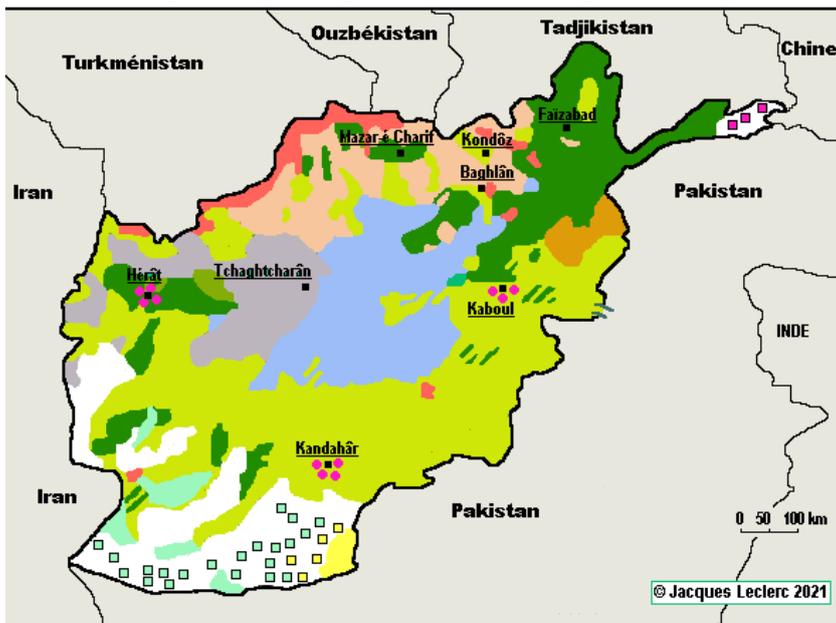
En avril 1992, les chefs de guerre islamistes, coalisés sous la pression de la CIA et de l'ISI pakistanaise, renversent le régime nationaliste laïque, assassinent Najibullah et instaurent l'État islamique d'Afghanistan.

Le premier régime des talibans

Puis les djihadistes s'affrontent entre eux, plongeant le pays dans le chaos. Le mouvement des talibans de Mohammed Omar, le plus fondamentaliste et le plus cohérent, appuyé par le Pakistan, réussit à écraser ses rivaux en 1996, à part l'Alliance du Nord de Massoud, qui conserve la vallée du Panchir.

Les talibans instaurent l'Émirat islamique d'Afghanistan. L'application de la charia séduit les propriétaires des zones rurales et même citadines, lassés de l'anarchie induite par les querelles entre moudjahidines.

Groupes ethnolinguistiques de l'Afghanistan



Langues iraniennes

- baloutchi
- aimak
- hazara
- tadjik ou dari
- pachtou

Langues turciques

- turkmène
- ouzbek
- kirghiz
- afshar

Autres langues

- brahoui
- nouristani
- population clairsemée ou territoire inhabité

Seule L'État américain, tout comme le futur président Hamid Karzaï qu'il héberge, voit à l'époque dans les talibans la seule force capable de faire régner l'ordre. Le régime islamo-fasciste interdit les organisations ouvrières, tue les militants communistes, persécute les chiites. Le début d'émancipation des femmes est anéanti par les moudjahidines et les talibans. En 1991, on estimait à 230 000 le nombre de filles scolarisées. De 1996 à 2001, les filles sont exclues de l'école, les femmes ne peuvent pas sortir de chez elles sans la présence d'un homme de leur famille, doivent être entièrement voilées. Les homosexuels sont condamnés à mort. Le sport, la musique, le théâtre, le cinéma, la télévision... sont interdits. Les petits voleurs sont amputés. En août 1998, à Mazâr-e Charif, dans le Nord du pays, des milliers de Hazaras sont massacrés.

L'occupation américaine

En septembre 2001, le réseau djihadiste Al-Qaïda, dont l'état-major est abrité par les talibans, organise des attentats exécutés par des Saoudiens sur le territoire des États-Unis. Bush (Parti républicain) saisit l'occasion d'instaurer un régime à sa botte en Afghanistan puis en Irak. Il remet dans le jeu l'ancien roi Mohammad Zahir. Le 7 octobre, les armées américaine et britannique envahissent le pays et écrasent facilement les talibans, vu leur supériorité militaire et l'hostilité d'une partie de la population.

L'État américain choisit de mettre au pouvoir Hamid Karzaï, un ancien de la CIA. Il est ratifié en juin 2002 par la Loya Jirga (assemblée constituante) présidée par Mohammad Zahir. L'OTAN crée la Force internatio-

nale d'assistance et de sécurité (FIAS) qui ajoute 10 000 militaires de 34 pays (dont la France) aux 20 000 américains.

Pourtant, dès 2006, les djihadistes (talibans et Daech) reprennent la guérilla dans les campagnes et des attentats-suicides dans les villes, majoritairement contre les troupes d'occupation et les forces gouvernementales, mais aussi visant délibérément les civils : un match de volley-ball en novembre 2014, un rassemblement hazara en juillet 2016, deux mosquées chiites en octobre 2016, un hôpital en mars 2017, une mosquée chiite en juin 2017, un hôpital en juillet 2017, un quartier chiite en juillet 2017, une mosquée chiite en août 2017, deux mosquées chiites en octobre 2017, un hôtel en janvier 2018, une école et une mosquée chiite en août 2018, un mariage chiite en août 2019, un rassemblement hazara et un temple sikh en mars 2020, une maternité et un marché en mai 2020, un lycée en octobre 2020, une université en 2020, une école de filles et une mosquée soufie en mai 2021...

Évidemment, le total des morts et blessés de ces attentats est inférieur au nombre de victimes civiles des liquidations arbitraires par les troupes américaines au sol et des bombardements occidentaux par avion ou par drone, mais ils sont tout autant barbares.

Les talibans encouragent la culture du pavot et le trafic de l'opium, branchés sur le capitalisme criminel mondialisé, sans être gênés que le Coran condamne l'usage de toute drogue. Ils deviennent leur première source de financement et assurent une relative prospérité de l'agriculture. En parallèle, Karzaï tente de s'appuyer sur les seigneurs de guerre basés sur les ethnies, tout aussi arriérés que les talibans mais bien plus corrompus et divisés. La masse de la population ne veut pas risquer sa vie pour un tel gouvernement.

En 2019, 19 % de la population affichait de la sympathie pour les talibans. Outre la corruption qui règne dans le pays, l'ancien régime de Kaboul, de par son incompétence et son népotisme, s'est aliéné une partie de la population. Autre raison de cette sympathie envers les insurgés : la haine de la présence étrangère en Afghanistan et les victimes civiles pendant les opérations militaires américaines et afghanes. (Ghazal Golshiri, Le Monde, 18 août 2021)

À partir de 2011, Obama (Parti démocrate) désengage progressivement les troupes américaines qui ne comptent plus que 2 500 soldats en 2020 contre 100 000 au plus fort de la guerre. En 2012, Hollande retire le contingent français. En 2014, l'OTAN conserve 12 500 militaires pour « assurer la formation des forces de sécurité afghanes ».

Mais l'armée nationale, à l'image du gouvernement, est faible et minée de l'intérieur, hormis quelques troupes d'élite formées et équipées par les États-Unis. Les talibans en profitent pour reprendre l'offensive. Les États-Unis poussent alors à un recrutement massif qui comptera officiellement 300 000 hommes, beaucoup moins en réalité car les chefs militaires déclarent des bataillons fictifs pour empocher leur financement.

L'État afghan est en effet l'un des plus corrompus au monde, il figure à la 172^e place sur 180 du classement de l'organisation Transparency International. Outre le détournement des fonds occidentaux, les politiciens et les fonctionnaires se livrent à des activités maffieuses, rivalisant en cela avec les islamistes.

Les talibans retiraient moins d'argent de l'opium que les réseaux gouvernementaux, notamment le clan de l'ancien président Hamid Karzaï, l'un des acteurs du trafic d'opium dans le sud du pays. (Gilles Dorronsoro, France info, 23 août 2021)

De fait, malgré les milliards de dollars d'aide internationale injectés pour soutenir l'État afghan, l'inégalité se creuse.

Les données calculées par la Banque mondiale montrent que le taux de pauvreté est passé de moins de 37 % en 2007 à 54,5 % en 2020. En d'autres termes, plus d'un Afghan sur deux vit en dessous du seuil de pauvreté. Et ces inégalités sont aussi géographiques. Alors que Kaboul compte 34,3 % de sa population en dessous du seuil de pauvreté en 2020, ce chiffre dépasse 80 % dans certaines provinces. (France info, 23 août 2021)

L'armée officielle est incapable de maintenir les talibans à distance sans le soutien des troupes impérialistes, 45 000 soldats afghans sont tués entre 2015 et 2019.

Le tournant stratégique de l'impérialisme américain

La décision du gouvernement Biden (Parti démocrate) de retirer ses troupes est dans la droite ligne de ses prédécesseurs, tant Obama que Trump (Parti républicain), c'est-à-dire réaxer les États-Unis autour du pivot Asie-Pacifique, désigner clairement l'impérialisme chinois non seulement comme son concurrent principal mais potentiellement comme son ennemi mortel. Pragmatique, il avait aussi constaté que l'impérialisme américain n'avait plus les moyens de courir tous les lièvres à la fois, et l'Afghanistan était devenu un gouffre financier sans intérêt stratégique fondamental, en tout cas bien moindre que celui de redistribuer et concentrer ses forces face à la Chine.

La lassitude américaine est palpable. Deux mille quatre cent un militaires sont morts entre octobre 2001 et octobre 2018, et le coût de la guerre s'élève à

900 milliards de dollars, soit davantage que le plan Marshall. (Le Monde diplomatique, avril 2019)

En décembre 2018, Trump annonce le retrait prochain des troupes américaines et entame des négociations directes avec les talibans, auxquelles le gouvernement afghan est à peine convié. Le sort des femmes, dont se souciait peu la bourgeoisie américaine quand elle apportait son soutien aux moudjahidines, qui l'avait tant ému pour justifier l'invasion, est de nouveau oublié. Le 29 février 2020, Trump signe les accords de Doha, ratifiant la fin de la présence militaire américaine. En échange, les talibans promettent de lutter contre les groupes terroristes sur leur territoire, y compris Al-Qaïda qu'ils ont toujours toléré, et s'engagent à entamer des discussions avec le gouvernement afghan.

Son successeur finalise l'opération en décidant, en accord avec les talibans, de l'évacuation complète pour le 31 août 2021.

Mais ce qui n'était prévu par personne, c'est la chute brutale, immédiate, du gouvernement afghan, de son armée, qui s'effondrent comme un château de cartes dès le début du retrait des troupes américaines. Début août 2021, les talibans annoncent une amnistie pour les soldats loyalistes qui se rendent ; la proposition fait mouche dans les rangs peu enclins à mourir pour un gouvernement corrompu et condamné. Les guérillas islamistes récupèrent le matériel et l'armement des troupes gouvernementales en déroute, s'emparent des capitales régionales et se rapprochent de Kaboul. La façade pieuse et anti-impérialiste qu'ils se forgent leur permet de recruter dans d'autres ethnies que les Pach-tounes, notamment chez les Tadjiks et les Ouzbeks, même si cela reste une minorité.

La chute du régime afghan surprendra par sa rapidité jusqu'aux talibans eux-mêmes, qui se retrouvent maîtres de Kaboul le 15 août. Cela met en difficulté les alliés des États-Unis, Français, Britanniques, Allemands, etc. qui avaient conservé dans la capitale des représentations diplomatiques, militaires ou civiles, assistées de nombreux auxiliaires afghans. L'impérialisme américain, qui s'est aveuglé lui-même sur la solidité de ce qu'il avait construit à coups de milliards, n'en a cure désormais.

Les impérialismes chinois et russe renforcent leurs positions

L'Afghanistan est une position stratégique entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud, dans une région riche en pétrole et en gaz. Son sol est riche en cuivre, cobalt, lithium et autres terres rares, pour un montant estimé à 2 000 milliards de dollars. Pour ces raisons, il fait l'objet des convoitises des impérialismes comme des puissances régionales voisines. Le retrait de l'impérialisme américain, à la fois signe de son affaiblissement relatif



7 septembre, Kaboul, gouvernement taliban

et conçu en même temps pour redispenser ses forces contre la Chine, sert au bout du compte l'impérialisme chinois.

La Chine a maintenu des liens avec les différents groupes talibans dans le but de pouvoir étendre son influence dans la région face aux États-Unis et l'Inde. Le 16 août, à l'arrivée au pouvoir des talibans, un porte-parole du gouvernement explique que la Chine « respecte le droit du peuple afghan à décider de son propre destin et de son avenir ». Pékin désirent intégrer l'Afghanistan aux nouvelles routes de la soie, le gouvernement chinois négocie depuis 2019 avec les islamistes, accueillant officiellement leurs délégations. L'impérialisme chinois est déjà présent dans le pays, dans les exploitations minières de cuivre au sud de Kaboul. Tout comme la Russie, Pékin compte jouer de l'influence des talibans pour contenir sa population d'Ouïghours dont certains ont rejoint Daech. Pour les talibans, le secours et la protection de l'impérialisme chinois est une aubaine qu'ils accueillent à bras ouverts.

Ils sont les bienvenus. S'ils investissent, bien sûr, nous assurerons leur sécurité, celle-ci est très importante pour nous... Quant aux personnes originaires de pays tiers qui veulent utiliser l'Afghanistan comme une base contre d'autres pays, nous nous sommes engagés à ne pas les y autoriser, qu'il s'agisse d'individus ou de groupes, et quel que soit le pays visé, y compris la Chine. (Suhail Shaheen, porte-parole des talibans, South China Morning Post, 7 juillet 2021)

La Russie, soucieuse de desserrer l'étreinte militaire américaine en Asie centrale (au début du 21^e siècle, l'armée américaine a des bases au Kirghizistan, en Afghanistan et en Ouzbékistan), entretenait des relations avec différents courants afghans, dont les talibans, relations qui se sont accrues lors de l'intervention russe en Syrie contre Daech, ennemi des talibans. En février 2019, alors que les États-Unis organisent les négociations de Doha, la Russie invite les talibans et d'autres opposants au gouvernement afghan à des réunions à Moscou, misant sur la défaite du gouvernement fantoche d'Ashraf Ghani. L'impérialisme russe

table sur les talibans pour l'aider à contenir les velléités de sa propre population musulmane.

Tout se passe comme si M. Poutine anticipait le retrait américain, un affaiblissement de l'armée afghane, des avancées territoriales talibanes et un affaiblissement, voire un effondrement, du régime actuel. (« Les trois jours qui ont ébranlé le destin de l'Afghanistan », Le Monde diplomatique, avril 2019)

Le gouvernement de Poutine a été l'un des premiers à appeler au dialogue avec les nouveaux dirigeants de Kaboul, Zamir Kaboulov, l'émissaire du Kremlin pour l'Afghanistan, précisant le 17 août : « Ce n'est pas pour rien que depuis sept ans nous avons des contacts avec le mouvement taliban ».

Le Pakistan triomphe tandis que l'Inde recule

Le Pakistan a depuis le début soutenu, voire dirigé, les talibans, souhaitant intégrer l'Afghanistan dans son giron via le prisme de l'islamisme. Comme l'avait voulu l'impérialisme anglais qui a présidé à sa création, le Pakistan est en permanence en guerre ouverte ou larvée avec l'Inde et cherche à gagner une base arrière en Afghanistan. Cela lui permettrait en outre de contenir les volontés réunificatrices de ses Pachtounes et d'étendre sa sphère d'influence. Le régime d'Islamabad a financé, armé, formé et recruté pour les talibans, leur servant de repli et d'abri lors de l'invasion américaine de 2001. Il est de plus intéressé pour mettre un terme rapide au conflit pour limiter ainsi l'afflux de réfugiés qui viennent grossir les rangs des ethnies minoritaires sur son territoire et même pouvoir les renvoyer.

La bourgeoisie indienne avait, quant à elle, misé sur les gouvernements fantoches mis en place par les américains, contre les talibans. Elle avait même investi plus de 3 milliards de dollars dans les infrastructures du pays et espérait ainsi, grâce à ses bonnes relations économiques et politiques avec le régime afghan, prendre le Pakistan en tenailles. New Delhi avait par exemple investi dans le port iranien de Chabahar, avec l'approbation de Trump qui avait pourtant décrété le blocus de l'Iran, pour permettre à l'Afghanistan, un pays enclavé, d'accéder aux routes maritimes de l'océan Indien sans passer par le Pakistan. C'est tout l'inverse qui se réalise avec la prise du pouvoir des talibans, elle est obligée d'abandonner ses investissements, et sa marge de manoeuvre est d'autant plus restreinte que la Chine soutient le Pakistan contre elle.

Le retour de la terreur obscurantiste

Les talibans utilisent la terreur, l'obscurantisme et la charia pour le plus grand profit du clergé, des propriétaires terriens, des trafiquants, des quelques capitalistes locaux et des impérialistes qui les soutiennent.

Déjà, le gouvernement taliban enlève, bat et assassine des journalistes, des fonctionnaires et des membres d'ONG, il légalise le trafic d'héroïne sur lequel il prélève une taxe, il utilise la fuite à l'étranger des Afghans comme moyen de pression. Il expulse les collégiennes et les lycéennes des lieux d'études. Dans leurs avancées, les djihadistes avaient enlevé des filles ou des jeunes femmes pour les marier de force. Le retour en arrière s'annonce considérable.

Désormais les filles ne pourront aller à l'école, au collège, au lycée, à l'université que si elles sont strictement voilées, dans des classes non-mixtes où les enseignants doivent être des femmes, ce qui de fait interdit les études à la plupart d'entre elles. Les talibans commencent à inquiéter les citoyens qui avaient travaillé avec des étrangers, qui étaient journalistes, etc. Dans la ville d'Herat, dans l'ouest du pays, certaines maisons portent un signe noir posé par les talibans, indiquant qu'à cette adresse vivent des femmes qui ont été militantes des droits des femmes ou journalistes. Toujours dans la ville d'Herat, les travailleuses de la fonction publique ont été renvoyées chez elles (Ghazal Golshiri, *Le Monde*, 18 août 2021).

Comme lors de la contre-révolution islamo-fasciste de 1992, les hazaras chiïtes sont persécutés. Afin de se prémunir de la surenchère de Daech (qui a commencé à mener des attentats contre le nouveau pouvoir) et de toute résistance populaire, les talibans fouillent les habitations et confisquent les armes.

Le dernier conflit a causé 241 000 morts, dont plus de 71 000 civils, et des millions de déplacés. En outre, la sécheresse sévit. La situation économique léguée par le régime antérieur est catastrophique : en 2020, le PIB du pays s'élevait à 19,81 milliards d'euros dont 45 % d'aide internationale. Les États impérialistes qui contribuaient à la survie du régime précédent ont annoncé la suspension de leur aide, s'en servant comme moyen de pression sur les talibans. Les réserves de la Banque centrale afghane étant détenues aux États-Unis, elles sont désormais inaccessibles. Les envois d'argent de la diaspora afghane qui représentaient 789 millions de dollars en 2020 sont eux aussi gelés, Western Union ayant annoncé le 16 août la suspension des transferts d'argent vers le pays. La situation sanitaire est extrêmement précaire.

Les talibans sont décidés à mater la population des villes, notamment le prolétariat, la jeunesse et les femmes, ainsi que la résistance des minorités ethniques. Au lendemain de la chute du régime, des manifestations de femmes ont éclaté dans les principales villes.

Les revendications démocratiques reposent sur l'action du prolétariat afghan

L'impérialisme n'est pas spécialement blanc, il n'est pas spécifiquement chrétien. L'impérialisme est le capitalisme tardif, pourrissant. Le gouvernement taliban, comme tous les régimes islamistes (Arabie saoudite, Iran, bande de Ga-



9 septembre, Kaboul, manifestation dispersée à coups de bâton et de fouet

za, ex-État islamique d'Irak et du Levant...), n'est pas réellement anti-impérialiste, car les fondamentalistes cléricaux (de l'Afghanistan aux États-Unis en passant par l'Inde et la Birmanie) ne peuvent pas faire tourner la roue de l'histoire en arrière, même s'ils savent persécuter les minorités religieuses, les femmes, les homosexuels... Les talibans sont les défenseurs de l'exploitation des travailleurs des campagnes et des villes, des agents décisifs des circuits internationaux de drogue, ils seront contraints de mendier la bienveillance de telle ou telle puissance impérialiste pour survivre.

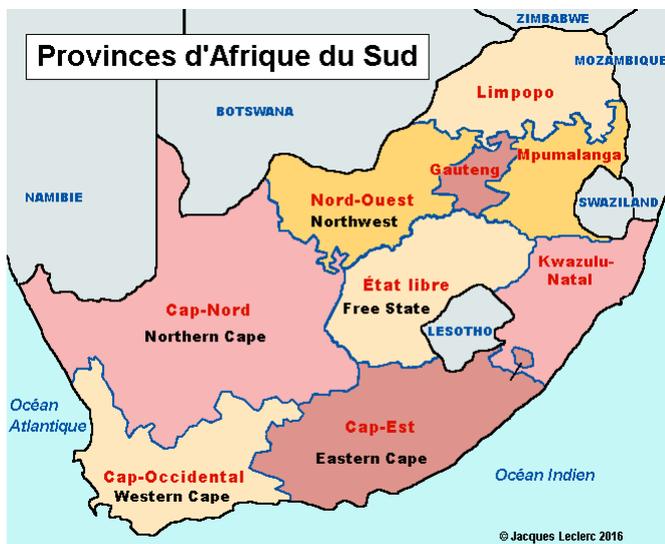
La seule force sociale qui soit réellement anti-impérialiste, car anticapitaliste, est la classe ouvrière, quels que soient le lieu de vie, la nationalité, la couleur de peau, les conceptions (athée, déiste, religieuse), le sexe, l'âge ou l'orientation sexuelle de ses membres. Contre la réaction féodale et cléricale, la classe ouvrière afghane, la population laborieuse des villes et des campagnes, la jeunesse, les femmes, doivent s'organiser de manière clandestine en comités de quartiers, de villages, d'université, en syndicats, au sein d'une organisation véritablement communiste, pour se défendre, y compris en s'armant, et préparer la revanche.

Le combat pour toutes les revendications économiques et politiques, au premier rang desquelles les libertés pour les femmes, ne peut dépendre des puissances impérialistes « démocratiques », ni se soumettre à la bourgeoisie « démocratique » dont toute l'histoire a montré qu'elle s'alliait aux pires ennemis, talibans, seigneurs de guerre, gouvernements fantoches et corrompus, pour défendre ses intérêts contre les masses. Ce combat est indissociable de la lutte pour construire un parti ouvrier révolutionnaire, pour un gouvernement ouvrier et paysan en Afghanistan, pour la fédération socialiste des peuples d'Asie centrale.

20 septembre 2021

Afrique du sud

Émeutes sur fond de fractures au sein de l'ANC



Vague de vandalisme après l'arrestation d'un ancien président

De violentes émeutes se sont déroulées en Afrique du Sud entre le 7 juillet et le 12 juillet, après l'arrestation de l'ancien président Jacob Zuma (deux mandats successifs, de 2009 à 2017) pour purger une peine de 15 mois d'emprisonnement. Ce dernier avait été condamné par la Cour constitutionnelle le 29 juin, pour avoir refusé de comparaître devant l'enquête judiciaire pour des affaires de corruption durant sa présidence. Il avait aussi été inculpé pour viol en 2005.

Durant 5 jours, 1 200 magasins, 1 400 distributeurs de billets, 200 centres commerciaux ont été pillés et saccagés dans de grandes villes comme Durban, Johannesburg et Pretoria. Les pillards parfois armés de fusils et de cocktails Molotov se sont emparés de vêtements, nourriture, appareils électriques, face à une police débordée et souvent spectatrice. La principale artère du pays, reliant les deux provinces les plus peuplées, celles du KwaZulu Natal et du Gauteng, a dû être fermée après les incendies de camions. Des infrastructures de télécommunications ont été attaquées, ainsi que des entrepôts industriels, obligeant la principale raffinerie du pays à fermer, tout comme le port de Durban, le plus grand d'Afrique subsaharienne. De longues files d'attente se sont formées devant les stations-service et les magasins de Durban et de Johannesburg.

Des voyous ont même bloqué les routes permettant aux personnels soignants et aux médecins de se rendre dans les hôpitaux, attaqué des ambulances, perturbé la distribution des vaccins alors que la population subie une troisième vague de la pandémie de Covid-19.

Le bilan humain était à la mi-juillet de 337 morts, dont de nombreuses personnes piétinées lors des scènes de chaos ou d'affrontements, victimes de tirs d'agents de sécurité ou de groupes d'autodéfense. Une période de troubles qui fait suite aux pogroms récurrents contre des travailleurs immigrés du Bangladesh, de Somalie, d'Éthiopie...

Les règlements de compte entre les affairistes de l'ANC

Il n'est pas anodin que les troubles aient affecté particulièrement la province du KwaZulu-Natal, fief du clan de Zuma. Jacob Zuma, 79 ans, est un cacique du vieux parti nationaliste bourgeois (African National Congress, ANC) au pouvoir depuis 1992 avec le Parti communiste (SACP) et la principale confédération syndicale (COSATU). Il était, à l'époque de l'apartheid, aussi dirigeant du SACP stalinien.

Le prestige de l'ANC s'est peu à peu érodé, si bien qu'en 2018, une clique de l'ANC, autour de Cyril Ramaphosa, a sacrifié Zuma. Ramaphosa a joué la carte de la lutte contre la corruption pour le remplacer.

Zuma aurait pillé 30 milliards d'euros (au total 10 % du PIB) sur plusieurs années, selon le *State Capture Report* (2016). Ce document a établi l'influence de la famille Gupta, conglomérat industriel d'origine indienne, aidés par l'un des fils du président, dans les opérations d'attribution de juteux contrats publics (dont le groupe capitaliste français Thales). Sa famille et ses partisans ont diffusé des mensonges sur les motifs de son arrestation, en qualifiant les troubles de « colère juste du peuple », son fils, Edward, prévenant qu'il y aurait « du sang sur le sol » si son père était envoyé en prison.

En 2011, Jacob Zuma s'était déjà débarrassé de deux ministres au nom de l'éthique. En mai 2021, Ramaphosa a écarté de la même manière Ace Magashule, qui était secrétaire du parti, après son arrestation en 2020 pour accusation de corruption lors de son mandat de premier ministre de la province de l'État-Libre.

Ramaphosa ne vaut pas mieux que Zuma. Devenu rapidement multimillionnaire comme actionnaire, entre autres, des mines Lonmin à Marikana, il a appelé en 2012 les autorités à intervenir contre les mineurs en grève. Cela a donné le feu vert aux forces de sécurité pour tirer sur les grévistes, tuant 34 personnes et en blessant 78 autres.

Zuma détient encore des soutiens forts au sein de l'appareil d'État et du parti majoritaire. Nombre de ses par-

tisans, qu'il avait nommés, occupent encore des postes, en particulier dans sa province natale. Cette clique le considère comme sa meilleure chance d'enrichissement.

Ramaphosa a déclaré le 13 juillet : « *Que les choses soient claires : nous allons prendre des mesures pour protéger chaque personne dans ce pays contre la menace de violence, d'intimidation, de vol et de pillage* ». Sous-entendu, l'armée agirait pour protéger les grandes entreprises et la bourgeoisie sud-africaine des masses furieuses. Il a déployé l'armée (25 000 soldats) pour aider la police. Car la priorité du gouvernement de Ramaphosa était de rétablir l'ordre pour redynamiser un capitalisme fragilisé par la pandémie, en annonçant des « réformes structurelles » pour doper la croissance.

La bourgeoisie et les couches supérieures de la petite bourgeoisie n'ont pas attendu le recours aux forces publiques pour se protéger. Dans une station balnéaire de luxe de Durban, tous les accès avaient été bloqués par des habitants en armes. Le pays compte de très nombreuses sociétés privées de sécurité, soit deux à trois fois plus de gardes que d'agents de police, des milices patrouillent dans les banlieues huppées et défendent les sièges sociaux des entreprises capitalistes.

Le bilan partagé de toutes les cliques de l'ANC et du SACP

Les émeutes étaient nourries de la situation économique et sociale et de l'existence de nombreux déclassés. L'Afrique du Sud est d'ailleurs parmi les pires États du monde en matière de criminalité (meurtres, viols, etc.). Le calme est revenu en partie parce que Zuma a quitté la prison pour l'hôpital. Mais les clans de l'ANC et les partis bourgeois d'opposition (DA, EFF...) rivalisent toujours dans la démagogie face à la situation sanitaire, économique et sociale catastrophique.

De 1989 à 1994, l'État bourgeois a été sauvé lors du processus de transition, sur l'instigation de l'impérialisme américain et de la bureaucratie de l'URSS, faisant pression sur le NP au pouvoir et l'ANC alors illégale, alors

que la mondialisation de la production mettait en cause le régime autarcique et que la classe ouvrière noire tendait à prendre la tête de la lutte contre l'oppression coloniale et raciste.

Pour cela, Mandela est célébré par les médias bourgeois et reçoit le prix Nobel. L'ANC est alors portée aux nues par tous les partis sociaux-démocrates et stalinien (pro-Moscou ou pro-Pékin), suivis par bon nombre d'organisations révisionnistes du trotskysme.

Mais c'est bien l'ANC, avec sa politique de la main tendue à la bourgeoisie raciste blanche, derrière le mythe de la nation arc-en-ciel, qui sauve l'essentiel pour la bourgeoisie sud-africaine, même si celle-ci est contrainte d'abandonner l'apartheid et de faire d'importantes concessions démocratiques. En effet, le but de la direction de l'ANC n'a jamais été celui d'un gouvernement ouvrier, mais de prendre une part déterminante dans le capitalisme sud-africain.

Depuis 1994, l'alliance tripartite ANC-SACP-COSATU a défendu le capitalisme sud-africain. Le seul changement social a été l'intégration d'une couche de dirigeants politiques et syndicaux à la bourgeoisie. En 2005, l'ANC a même fusionné avec le NP (l'ancien parti de l'apartheid).

Le pays est parmi les plus inégalitaires au monde : 1 % de la population accapare 40,8 % du patrimoine national (Crédit suisse, *Global Wealth Report*, juin 2021). Le secteur public de santé couvre 84 % de la population mais ne regroupe que 30 % des médecins du pays, tandis que le secteur privé au service des 16 % restants de la population peut compter sur 70 % des médecins (Oxfam, *Le Virus des inégalités*, janvier 2021).

À la crise économique s'est ajoutée celle de la pandémie du covid-19. En 2020, le PIB a fléchi de 17 % et le confinement a aggravé la précarisation et la misère. La reprise de 2021 est jusqu'à présent insuffisante pour ramener la production et l'emploi au niveau antérieur. Le chômage frappe officiellement 7,2 millions de travailleurs, soit 32 % de la population active (Stats SA, *Quarterly Labour Force Survey*, 1 juin 2021).

2018 : Ramaphosa à gauche de la photo, Zuma à droite



Durban, 12 juillet



La maladie a fait officiellement 65 000 victimes parmi les 60 millions d'habitants, bien que les chiffres de surmortalité indiquent que 100 000 autres personnes, sinon plus, sont mortes directement ou indirectement à cause de la pandémie. Plus de 2 millions d'emplois ont disparu en 2020.

Dans certaines zones, les privations de nourriture, d'eau, d'électricité sont régulières, et le prix des aliments a augmenté en même temps que le chômage. L'État accorde une aumône covid de 350 rands mensuels aux personnes les plus démunies (cela représente 20 euros alors que le seuil de pauvreté est l'équivalent de 35 euros).

Pour la rupture avec la bourgeoisie, pour un gouvernement ouvrier et paysan

Les travailleurs sud-africains, noirs, blancs, métis, indiens... n'ont rien à attendre des rivalités et des promesses creuses de l'une ou de l'autre des factions de l'ANC ni des autres partis bourgeois (DA, EFF) qui se situent tous dans le cadre de maintien du capitalisme sud-africain. Les organisations apparues à la gauche du SACP (WASP, SRWP) végètent faute d'un programme vraiment prolétarien.

Les travailleurs doivent exiger la rupture des syndicats (COSATU, SAFTU...) et du parti de masse existant (SACP) avec l'État bourgeois et l'ANC. Leur avant-garde doit se constituer en un parti ouvrier de type bolchevik pour tracer une voie révolutionnaire et internationaliste.

Front unique pour la vaccination gratuite et généralisée, l'expropriation des groupes pharmaceutiques et des cliniques privées, des moyens massifs pour les hôpitaux publics !

Front unique ouvrier pour le partage du travail entre tous et toutes et pour l'augmentation des salaires, avec un minimum de 12 500 rands par mois !

Front unique ouvrier pour l'autodéfense des grèves et des manifestations, face à l'armée, à la police, aux milices privées et aux groupes fascistes !

Ainsi, la classe ouvrière pourra lutter efficacement contre les exploiters de toutes les couleurs, prendre le pouvoir, impulser la révolution permanente dans toute l'Afrique, ouvrir la voie des États-Unis socialistes d'Afrique sur tout le continent.

9 août 2021

À tous les groupes, organisations, noyaux, courants qui veulent construire une internationale ouvrière révolutionnaire sur la base du programme de l'Internationale communiste et de la 4^e Internationale

Chères et chers camarades,

Nous vous invitons à participer à la partie ouverte de la 6^e conférence du Groupe marxiste internationaliste (section française du CoReP) qui se tiendra à Paris samedi 16 octobre et dimanche 17 octobre. La partie ouverte comprend les deux premiers thèmes (« monde », « France »), le troisième thème (« organisation ») étant réservé aux membres du Collectif révolution permanente.

Nous prendrons en charge l'hébergement des militants venus d'autres pays. Pour des raisons d'organisation, nous aimerions savoir le plus tôt possible si vous envisagez de participer à cette réunion que nous souhaitons une étape de rassemblement des communistes de tout le pays et de tous les pays.

Avec notre salut communiste internationaliste,

16 juillet 2021, Direction nationale du Groupe marxiste internationaliste



Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 12 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville..... Pays.....

Adresse électronique@.....

Cuba : après les manifestations de l'été

Pour la révolution politique qui chassera du pouvoir la bureaucratie restaurationniste et qui étendra la révolution prolétarienne à toute l'Amérique

Les manifestations massives qui ont débuté le 10 juillet 2021 et se sont étendues à tout Cuba ont marqué un tournant dans la relation des masses laborieuses avec la bureaucratie qui dirige le pays depuis la révolution sociale de 1959-1960, lorsqu'une fraction du M26J [Mouvement du 26 juillet] nationaliste petit-bourgeois de Castro et Guevara, armant le peuple, a affronté l'impérialisme américain, allant au-delà de son programme démocratique.

Cette révolution a fait exploser le M26J et le gouvernement d'alliance avec la bourgeoisie « démocratique » qui s'était opposée au dictateur Batista renversé par la guérilla rurale et la grève générale dans les villes en 1959. Elle a fini par exproprier les propriétés des moyens et grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie locale et internationale. Ces conquêtes ont été étouffées dans les frontières de Cuba par la bureaucratie stalinienne de l'URSS (et le PSP local), qui a aidé le parti de Fidel Castro à mettre en place une bureaucratie d'État pour gérer et parasiter l'économie planifiée et pour empêcher délibérément l'extension de la révolution hors de l'île.

Depuis 60 ans, cette bureaucratie est totalement indépendante des masses ouvrières et paysannes, qui n'ont jamais contrôlé l'État par le biais d'un système soviétique démocratique tel que celui inauguré par la révolution russe de 1917 et liquidé à la fin des années 1920 par le régime de Staline.

Au début, à l'époque de la Tricontinentale [organisation regroupant les forces anti-impérialistes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine] et de l'OLAS [Organisation latino-américaine de solidarité], Castro a fait pression sur l'impérialisme américain en soutenant la guérilla dans toute l'Amérique latine. Mais il s'est montré réticent à la grève générale de 1968 en France et hostile (comme Mao) à la révolution politique en Pologne et en Tchécoslovaquie. Castro a utilisé le prestige de la révolution cubaine et l'héroïsme de Guevara pour contribuer à empêcher la révolution prolétarienne au Chili en 1973 et au Nicaragua en 1979. Ainsi, la bureaucratie a conservé le pouvoir (et ses privilèges) tandis que l'État ouvrier est resté isolé et affaibli.

Suivant tardivement les traces de ses mentors soviétiques, la bureaucratie d'État cubaine cherche depuis des décennies sa propre reconversion : de caste parasitaire, administratrice autocratique des grands acquis révolutionnaires, à bourgeoisie propriétaire des moyens



de production, dans le cadre d'une économie de marché capitaliste.

Ce processus s'est accéléré ces dernières années et a été définitivement entériné par la nouvelle constitution de 2019, qui établit la propriété privée, le marché et les investissements étrangers comme les moyens indispensables à la croissance de l'économie du pays.

Sous l'étouffant blocus américain, la petite économie cubaine est passée de la monoculture de la canne à sucre et de la dépendance à l'URSS (pays qui absorbait 72 % des exportations en 1987) à la monoculture du tourisme (avec une régression à la prostitution de l'ère de Batista) et aux exportations de services (médecins, infirmières, enseignants). En 2018, la santé représentait 47 % de toutes les exportations cubaines. Le gros client de ces services est le Venezuela, qui ne paie pas en devises mais en pétrole, dont dépend, entre autres, 95 % de la production électrique de Cuba.

La crise mondiale de 2008-2013, l'effondrement de l'économie capitaliste dominée du Venezuela (également soumis à un implacable blocus américain) et maintenant la pandémie de covid-19 ont fait s'écrouler les seules sources de revenus en devises de Cuba, multipliant la dette extérieure et les difficultés déjà sérieuses de règlement, qui s'éternisent depuis 2009. En effet, en juillet 2021, un énième accord de report de paiement de la dette internationale a été signé avec les créanciers du Club de Paris menés par l'Espagne. D'autre part, depuis 2016, la Chine est devenue le premier partenaire commercial de Cuba (à égalité avec le Venezuela) et a montré un intérêt évident pour investir directement dans les entreprises capitalistes (spécifiquement dans la « zone spéciale de développement-ZED Mariel »), comme elle le fait massivement dans toute l'Amérique latine.

Tous les éléments d'une explosion sociale sont réunis à Cuba :

- une crise économique générale qui dure depuis plus d'une décennie ;
- l'aggravation des inégalités sociales en faveur de secteurs de la population (notamment l'armée) liés aux activités économiques privées en relation avec des capitaux étrangers (en 2019 environ 12 % de la population) ;
- une augmentation généralisée des prix des produits destinés à couvrir les besoins de base (nourriture, eau, énergie) en raison de la politique de réduction des subventions publiques, dans le cadre du processus de restauration capitaliste promu par le gouvernement ;
- des pénuries de nourriture et de médicaments, des restrictions et coupures de courant ;
- la crise du logement, après des décennies d'abandon du logement public et d'absence d'aide à la réhabilitation du logement privé (qui constitue actuellement 88 % du parc) ;
- tout cela a été aggravé en juillet 2021 par la crête d'une vague d'infections de covid-19, qui a mis le système de santé à rude épreuve et a entraîné une pénurie d'oxygène thérapeutique, de médicaments et de fournitures médicales aux pires moments.

Face à l'ampleur des manifestations, inattendues et sans précédent à Cuba, la réaction du président Miguel Díaz-Canel a été d'imputer tous les problèmes au blocus américain, de mobiliser sa propre bureaucratie pour contrer les manifestations massives, de réprimer avec une violence policière disproportionnée, de bloquer les communications internet, d'arrêter arbitrairement des centaines de personnes (dont des militants du PCC) et... de renforcer le processus légal de démantèlement de l'économie planifiée et d'ouverture à la privatisation.

Immédiatement, les mêmes gouvernements bourgeois qui entretiennent de lourds États policiers et répriment leurs masses (ou celles de leurs pays satellites) lors-

La Havane, 11 juillet / photo Reuters



qu'elles protestent contre leur propre misère se sont précipités pour exprimer leur « solidarité » avec les manifestants cubains et leur « consternation » face à la répression. La bienveillance hypocrite avec les mobilisations, exprimée par Biden, Bolsonaro ou les dirigeants des pays de l'Union européenne est une tactique qui a le même objectif que la bureaucratie au pouvoir : convaincre les classes ouvrières cubaines et celles de toute l'Amérique que la seule solution à leurs problèmes est le retour au règne du capital, l'abandon des « vieux rêves socialistes », le renoncement définitif à un monde sans classes sociales, sans exploitation et sans oppression.

De leur côté, avec le même objectif de restauration capitaliste à Cuba, mais avec des méthodes différentes, les gouvernements impérialistes bourgeois de Chine et de Russie ont condamné les mobilisations, les accusant d'être les instruments de l'impérialisme américain, et appuyé le gouvernement cubain. Toutes deux utilisent Cuba comme moyen de confrontation inter-impérialiste, ce qui n'est pas négligeable, compte tenu de sa position stratégique au large des côtes américaines.

Par ailleurs, les directions traditionnelles de la classe ouvrière se sont ralliées à un camp de la réaction ou à un autre. Les partis travaillistes et sociaux-démocrates se sont rangés du côté de leur bourgeoisie. En raison de leurs anciens liens avec la défunte bureaucratie du Kremlin ou avec l'actuelle bureaucratie de La Havane, partout dans le monde, les partis « communistes » survivants et la plupart des organisations révisionnistes du trotskysme se sont alignés inconditionnellement sur le gouvernement cubain, qu'ils présentent frauduleusement comme le dépositaire honnête des acquis de la révolution de 1959, qualifiant son régime bureaucratique de « socialiste ».

La nouvelle période de luttes de classe que les manifestations du 20 juillet 2021 ont ouvert sera donc complexe, avec l'intervention directe de forces politiques étrangères dont les intérêts sont totalement contraires à ceux de la classe ouvrière et des masses laborieuses cubaines. Celles-ci ne peuvent atteindre leurs objectifs qu'en défendant les anciens acquis révolutionnaires, en renversant le gouvernement restaurationniste et sa caste bureaucratique, en organisant un État révolutionnaire basé sur des conseils ouvriers et paysans démocratiquement élus et révocables à tout moment, en luttant pour étendre la révolution à l'ensemble de l'Amérique.

27 août 2021

Collectif Révolution Permanente
(Autriche, Espagne, France, Turquie)

Combats avec les communistes internationalistes !
groupe.marxiste.inter@gmail.com

100 ans après la fondation du Parti communiste chinois (1)



Le Parti communiste chinois, avec Xi Jinping à sa tête, a fait le choix d'écrire sa propre histoire. Et c'est normal, c'est bien que les choses se déroulent de cette manière. (Fabien Roussel, premier secrétaire du Parti communiste français, Xinhua, 21 juin 2021)

On ne sait pas si Roussel, chef d'un parti qui n'est plus communiste depuis longtemps, a lu *1984* mais il est sûr que le faussaire admire un maître qui le surpasse : Xi Jinping. Ce capitaliste (sa famille détient une villa estimée à plus de 30 millions de dollars à Hongkong et un patrimoine financier de centaines de millions d'euros dans la téléphonie mobile, l'immobilier, les minerais), à la tête de la deuxième puissance impérialiste du monde, ose célébrer la fondation d'un parti révolutionnaire prolétarien.

2021, la célébration du 1^{er} juillet, une falsification historique

Le 1^{er} juillet 2021 sur la Place Tiananmen, le secrétaire général Xi Jinping fête officiellement le prétendu 100^e anniversaire de son parti. Triés sur le volet, les 70 000 membres présents applaudissent le défilé militaire et le discours du chef suprême.

Xi veut apparaître en « grand timonier » guidant le peuple. Habillé d'une veste identique à celle de Mao, il s'affiche, entouré de ministres et de son prédécesseur Hu Jintao, au-dessus de l'immense portrait de Mao qui décore en permanence la place la plus policière du monde.

Comme Mao en son temps, Xi purge ses adversaires du PCC. Comme auparavant la « pensée Mao Zedong », le parti a incorporé la « pensée Xi Jinping » (sic) à sa charte. Comme depuis la prise du pouvoir par le PCC, les grèves et toute expression ouvrière indépendante sont réprimées par l'État dirigé par le parti « communiste ».

Mais les apparences sont trompeuses. Si Xi use des mêmes recettes que celles de Mao, en se parant des mêmes rites, ils ne recouvrent pas le même contenu social. La République populaire de Chine, fondée par le PCC en octobre 1949, prend rapidement les traits d'un État ouvrier dégénéré sur le modèle de l'URSS en expo-

priant face à la menace impérialiste, puis en planifiant l'économie étatisée. Jamais la classe ouvrière ni la paysannerie pauvre n'exercent le pouvoir. Il est aux mains d'une couche parasitaire, privilégiée et totalitaire dont le PCC est l'expression politique.

La lutte entre les fractions de la bureaucratie secoue le pays « socialiste » à plusieurs reprises (en particulier en 1967) sans que la classe ouvrière puisse s'emparer du pouvoir en et ainsi sauver les conquêtes économiques et sociales.

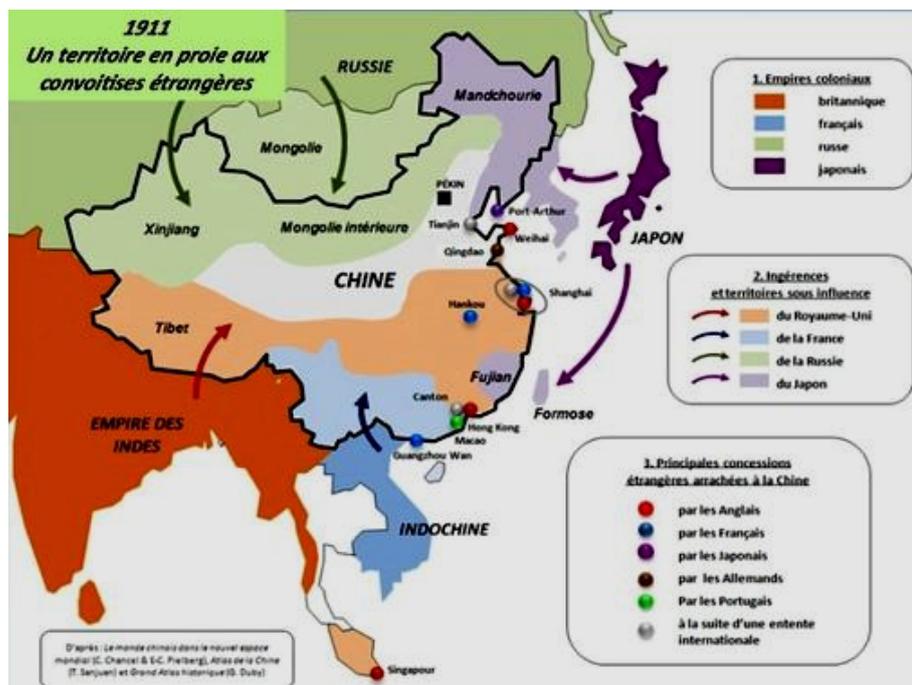
Après la mort de Mao en 1976, Deng Xiaoping (1904-1997) procède d'abord à des réformes pro-capitalistes analogues à celles qui ont eu lieu en URSS et dans les pays de l'Est dans les années 1960 et 1970. Puis sa fraction, après avoir écrasé le soulèvement de la jeunesse rejoint par la classe ouvrière en 1989, décide le rétablissement du capitalisme en 1992. Les restaurationnistes conservent le parti unique, terrorisés par le précédent de l'URSS où le multipartisme a débouché sur l'éclatement du pays.

Par conséquent, en 2021, il n'est pas question d'exactitude historique. Xi fête « *le renouveau de la nation chinoise* » en promettant que ce « *processus historique irréversible* » aboutira en 2049 quand la Chine dépassera économiquement les États-Unis. Il affirme qu'« *édifier un État puissant requiert une armée puissante en mesure de se hisser au premier rang mondial* ». L'exploitation capitaliste à l'intérieur, la rivalité avec les autres puissances impérialistes à l'extérieur sont les préoccupations du PCC aux ordres du gouvernement et au service de la bourgeoisie nationale. Mais la lutte des classes ne peut pas être totalement contrôlée par Xi et son « parti ».

1911, l'incapacité de la bourgeoisie naissante à unifier et moderniser la Chine

L'introduction du capitalisme dans ce pays paysan, le plus peuplé du monde (400 millions de personnes) se fait par la guerre coloniale, en particulier britannique, et les « traités inégaux » imposés par les puissances impérialistes (Grande-Bretagne, France, Pays-Bas, Allemagne, Russie, États-Unis, Autriche-Hongrie, Portugal, Japon) à l'État chinois.

La guerre en Chine a donné un coup fatal à la Chine antique. Son isolement est devenu impossible, et l'introduction du chemin de fer, des machines à vapeur, de l'électricité et de la grande industrie devient dès lors une nécessité, ne serait-ce que pour des raisons militaires. Ainsi, s'effondre tout le vieux système économique de la petite culture paysanne, où l'on produisait aussi les articles industriels pour toute la



famille, donc tout le système social traditionnel qui permettait de faire vivre une population relativement dense. (Friedrich Engels, « Lettre à Sorge », 10 novembre 1894, Marx et Engels, *La Chine*, 10/18, p. 320)

À la fin du XIX^e siècle, sur fond de révoltes paysannes et de déliquescence de l'empire, la bourgeoisie chinoise naissante se divise. Une aile est dépendante de l'impérialisme, beaucoup sont liés à la grande propriété foncière, une faction veut s'emparer du pouvoir au détriment de la monarchie et de l'étranger.

Expression politique de cette dernière, Sun Zhongshan (Sun Yat Sen, 1866-1925) fomenta en 1895 un coup d'État pour renverser la dynastie mandchoue des Qing mais échoua. En 1911, une révolution spontanée éclata à Wuchang, elle renversa l'empereur et donna le pouvoir à Sun. Mais la nouvelle république fut tenue en échec par Yuan Shikai (1859-1916), placé à la tête de l'armée par l'impératrice et soutenu par les puissances occidentales et les grands propriétaires ruraux. En 1912, Sun fonda un parti nationaliste, le Guomindang (Kuomintang, Parti nationaliste chinois, GMD). Son programme en 3 points promettait l'indépendance nationale, la démocratie et un accès égalitaire à la terre.

L'autre classe qui émerge au même moment, en particulier à Canton, Hongkong et Shanghai, est la contrepartie de l'apparition de capitalistes, même si elle est encore très minoritaire à l'échelle du pays.

Plus il y aura de villes comme Shanghai, plus le prolétariat se développera. Il formera vraisemblablement tel ou tel parti ouvrier social-démocrate chinois, qui, en critiquant les utopies petites-bourgeoises et les points de vue réactionnaires de Sun Zhongshan, saura probablement isoler avec soin, sauvegarder et développer le noyau démocratique révolutionnaire de son

programme politique et agraire. (Vladimir Lénine, « Démocratie et populisme en Chine », 15 juillet 1912, *Oeuvres*, Progrès, t. 18, p. 168)

En 1913, des élections se tiennent. Le GMD obtient la majorité à l'assemblée nationale. Mais Yuan renverse Sun et réprime le GMD. À la mort de Yuan Shikai, le territoire est émietté entre gouverneurs militaires (les « seigneurs de guerre »).

Dans l'empire russe voisin à cheval entre Europe et Asie, le prolétariat renverse la monarchie en février 1917 mais deux des trois partis socialistes remettent le pouvoir à la bourgeoisie « démocratique ». Le Parti bolchevik, devenu majoritaire dans les soviets, renverse le gouvernement bourgeois et donne le pouvoir à la classe ouvrière et à la paysannerie. La révolution

d'Octobre déclenche une vague révolutionnaire dans le reste de l'Europe et de l'Asie.

1921, la naissance du PCC dans la vague de la révolution d'Octobre

Le 4 mai 1919, la jeunesse étudiante de Pékin s'oppose au nouveau partage impérialiste décidé par les vainqueurs (États-Unis, Grande-Bretagne, France) lors du traité de Versailles. Celui-ci octroie les concessions allemandes de la province du Shandong au Japon. Les étudiants reçoivent le soutien d'une partie des bourgeois et de la classe ouvrière. Le boycott des produits japonais est décrété, les ouvriers usent de leurs méthodes : assemblées générales, grèves, manifestations. Quand le gouvernement emprisonne 400 jeunes à Pékin, une grève générale s'engage à Shanghai pour leur libération. Parmi les détenus du 4 mai, figure un professeur de 40 ans, Chen Duxiu (1879-1942), le modernisateur de la langue écrite. À l'initiative de Li Dazhao (1888-1927), lui aussi professeur, Chen se tourne vers le marxisme. Les premiers cercles et revues communistes voient le jour. Le contact est établi avec la 3^e Internationale, la Comintern, fondée en mars 1919.

Pour l'IC, deux aspects stratégiques différencient les pays avancés et les pays dominés comme la Chine semi-coloniale : l'importance des revendications démocratiques (indépendance nationale, réforme agraire, assemblée constituante, libertés démocratiques...) ; des accords du parti prolétarien de taille réduite avec la bourgeoisie nationale, quand elle mène une lutte anti-impérialiste réelle, sont envisagés. Le 2^e congrès est si confus qu'il adopte deux textes passablement contradictoires, celui de Manabendra Roy (1887-1954) et celui de Lénine qui dit :

L'Internationale communiste doit entrer en relations temporaires et former aussi des unions avec les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, sans toutefois jamais fusionner avec eux, et en conservant toujours le caractère indépendant de mouvement prolétarien même dans sa forme embryonnaire. (« Thèses sur la question coloniale », juillet 1920, *Quatre premiers congrès*, Librairie du travail, p. 58)

En 1920, le russe Grigori Voïtinsky (1893-1953) est envoyé par la Comintern en Chine. Voïtinsky, Li Dazhao et Chen Duxiu discutent de la plateforme d'un futur parti pour unifier la mouvance communiste dispersée politiquement et géographiquement.

Du 23 au 30 juillet (pas le 1^{er} fêté par Xi) 1921, à Shanghai, le premier congrès se tient. Voïtinsky est reparti en Russie. Chen et Li ne peuvent y participer. 13 délégués venus de 6 provinces (dont un jeune instituteur, Mao Zedong, recruté par Li Dazhao qui ne joue pas de rôle significatif). Ils représentent 53 militants dont l'influence rayonne par des syndicats et des associations de masse. Il y a aussi un envoyé de la Comintern, le néerlandais Henk Sneevliet (1885-1942) dit Maring, qui est plutôt réticent.

En juillet 1921, des représentants des groupes locaux se sont réunis à Shanghai et ont décidé de former un parti communiste... bien qu'il eût été préférable de demeurer un groupe de propagande. (Maring, « Rapport au Comité exécutif de l'IC », 11 juillet 1922, dans Tony Saich et Benjamin Yang, *The Rise to Power of the Chinese Communist Party*, Routledge, 2015, p. 30-32)

Le congrès fonde la section chinoise de l'Internationale communiste. Chen Duxiu est élu président. Le but du PCC est de « renverser les classes capitalistes et reconstruire la nation à partir de la classe ouvrière jusqu'à l'élimination des distinctions de classes ». Son activité immédiate est définie ainsi :

Notre parti, en adoptant la forme du soviet, organise les ouvriers et les soldats de l'industrie et de l'agriculture, propage le communisme et reconnaît la révolution sociale comme politique principale. (« Programme », 30 juillet 1921, dans Tony Saich et Benjamin Yang, *The Rise to Power of the Chinese Communist Party*, Routledge, 2015, p. 16-17)

À partir de décembre 1921, Maring rencontre Sun Zhongshan à Guinlin après que ce dernier a formé un gouvernement à Canton. Il est autant impressionné par le GMD, influent sur les masses locales, que déçu par le PCC qu'il qualifie de « petite secte communiste ». De retour à Shanghai, en avril 1922, Maring fait pression pour que le PCC rejoigne le Guomindang. La direction repousse l'adhésion, expliquant que le GMD collabore

avec les cliques militaires et les États-Unis, ce qui est « incompatible avec le communisme ».

Lors du 2^e congrès du PCC, du 16 au 23 juillet 1922, l'effectif est de 196 militants. Les thèses de Lénine sur la question coloniale sont examinées. Le congrès lance un appel aux « éléments révolutionnaires du Guomindang et aux socialistes révolutionnaires » pour une conférence commune. Les communistes chinois s'ordonnent pour une tactique « temporaire » mais « sans jamais fusionner ».

Cependant, les travailleurs ne doivent pas devenir l'appendice de la petite bourgeoisie dans ce front uni démocratique ; ils doivent simultanément lutter pour les intérêts de leur propre classe. Par conséquent, il est très important d'avoir des organisations de travailleurs tant dans le parti que dans les syndicats afin de rappeler fréquemment aux travailleurs qu'ils constituent une classe indépendante et qu'ils puissent former leurs capacités d'organisation et de combat, se préparer à unir les paysans pauvres pour former des soviets, et atteindre le but de l'émancipation complète. (« Manifeste », *The Rise to Power of the Chinese Communist Party*, p. 42-43)

Si Sun accepte volontiers l'appui de l'URSS, il rejette catégoriquement l'unité avec le PCC et la convocation d'une conférence commune.

1922, l'IC adopte le front uni anti-impérialiste et demande au PCC de rejoindre le GMD

Le PCC envoie des militants se former en Russie. Mais l'orientation de la Comintern, au moment où Lénine tombe malade, va peu à peu changer. La direction du parti russe (la troïka secrète de Zinoviev, Kamenev et Staline) va pousser, dans sa recherche éperdue d'alliances pour l'URSS, à la fusion en Chine du PCC et du GMD. À Moscou, en août, Maring suggère l'adhésion du PCC au GMD. Il est totalement approuvé et reçoit pour mandat de l'imposer (« Consigne de la Comintern au CC du PCC », juillet 1922).

À Shanghai, en août 1922, Maring se heurte toujours à l'opposition du comité central du PCC. Celui-ci conçoit le rapport au GMD comme une alliance, pas comme une adhésion. Fort de l'appui de Radek et Zinoviev, Maring ne se gêne pas pour négocier malgré tout l'entrée avec Sun Zhongshan. Celui-ci refuse l'adhésion du PCC en tant que telle, envisagée à Moscou, mais accepte que les communistes rejoignent un par un, individuellement son parti.

Pour annuler les décisions du 2^e congrès, Maring convoque un « plénum » à Hangzhou du 28 au 30 août 1922.

Il suggéra au parti communiste de rejoindre le Guomindang. Il affirma vigoureusement que le Guomindang n'était pas un parti de la bourgeoisie, mais un parti commun de classes diverses et que le parti prolé-



Li Dazhao, le premier marxiste chinois

tarien devait y entrer pour l'améliorer le pousser vers la révolution. (Chen Duxiu, « Lettre à tous les membres du PCC », 10 décembre 1929, dans Pierre Broué, *La Question chinoise dans l'IC*, EDI, 1976, p. 445)

Bien que la majorité du CC ne soit pas convaincue, elle cède par discipline envers l'Internationale.

Lors du 4^e congrès de l'Internationale communiste, en novembre 1922, Zinoviev et Boukharine (Staline ne joue aucun rôle dans la Comintern) n'osent pas défendre ouvertement leur ligne d'adhésion au nationalisme bourgeois en Chine. Cependant, Radek et Zinoviev font adopter le mot d'ordre de « front uni anti-impérialiste » qui, en termes encore prudents, systématisait l'alliance avec les partis capitalistes qui se présentent comme anti-impérialistes.

Il est indispensable de forcer les partis bourgeois nationalistes à adopter la plus grande partie possible de ce programme agraire révolutionnaire. (« Thèses sur la question d'Orient », novembre 1922, *Quatre premiers congrès*, Librairie du travail, 1934, p. 175)

Le texte pour le front uni anti-impérialiste en Asie évoque « une lutte à longue échéance contre l'impérialisme mondial » qui « durera toute une période historique » (p. 177). En conséquence, la nécessité de défendre l'URSS justifierait l'alliance des communistes locaux avec leur bourgeoisie dans les pays coloniaux et semi-coloniaux comme la Chine.

La revendication d'une alliance étroite avec la République prolétarienne des Soviets est la bannière du front unique anti-impérialiste. (« Thèses sur la question d'Orient », p. 177)

Un délégué indien, sans condamner cette ligne rappelle le rôle décisif de la classe ouvrière, même dans les pays arriérés.

Un mouvement national bourgeois dans les pays coloniaux est objectivement révolutionnaire... La lutte révolutionnaire nationale ne peut parvenir à une victoire définitive que sous la direction des ouvriers et paysans, c'est-à-dire d'un parti politique qui représente les ouvriers et les paysans. (Manabendra Roy, 22 novembre 1922, cité par Pierre Frank, *Histoire de l'Internationale communiste*, La Brèche, t. 1, 1979, p. 221)

Le rapporteur conclut :

Le 2^e congrès de l'IC avait décidé de soutenir le mouvement nationaliste bourgeois dans les colonies : c'était une décision juste et il faut continuer. En

Orient, la révolution n'est pas proche. (Karl Radek, « Conclusion », 23 novembre 1922, dans Enrica Colletti Pischel et Chiara Robertazzi, *L'Internationale communiste et les problèmes coloniaux*, Mouton, 1968, p. 99)

1923, Zinoviev oblige le PCC à rejoindre le GMD

En 1923, un cap est franchi. Le 4 janvier, le bureau politique du PCR décide de soutenir le Guomindang. Le comité exécutif de l'Internationale communiste se réunit le 6 janvier. Voïtinski et Maring s'y opposent. Nicolaï Boukharine (1888-1938) qui préside la séance donne raison à Maring, les ouvriers ne constituant qu'une petite minorité, un front uni de tous les éléments démocratiques et révolutionnaires est la seule solution. Voïtinski cède. Le CEI confie à Maring le soin de convoquer un nouveau congrès pour briser les dernières résistances du PCC.

L'ambassadeur de l'URSS, Adolf Ioffé (1883-1927), signe une déclaration commune avec Sun Yat-Sen qui tient Shanghai. Non seulement elle annonce la collaboration, ce qui n'a rien d'incorrect pour l'URSS, mais elle entérine la mainmise du GMD sur le mouvement révolutionnaire.

Le Dr Sun Yat-sen pense que le système communiste et même celui des soviets ne peuvent pas être introduits en Chine où n'existe aucune condition favorable à leur application. Ce sentiment est entièrement partagé par M. Ioffé qui pense que le problème le plus important et le plus urgent pour la Chine est celui de son unification et de son indépendance nationale. (« Déclaration commune de Sun et Ioffé », 26 janvier 1923, cité par Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste*, Fayard, 1997, p. 283)

La confusion entre concessions inévitables de l'URSS et politique de l'IC, qui a pour précédents la Turquie et l'Iran, est grave. Elle va justifier une réhabilitation de la « révolution par étapes » du vieux POSDR et même l'alliance avec la bourgeoisie chère à son aile menchevik. Elle s'explique par l'émergence d'une bureaucratie d'État qui tire des privilèges au sein même de l'URSS. Lénine l'avait vu se constituer et avait proposé un bloc politique à Trotsky dès 1922 pour contrer Staline qui en était le représentant. La maladie de Lénine, l'isolement de l'URSS et l'échec de la révolution allemande en octobre 1923 permirent à la clique bureaucratique privilégiée d'échapper au contrôle du prolétariat et de s'emparer du parti.

La direction de l'IC est sous le contrôle de la troïka du PCR. Au nom de la « bolchévisation » de la Comintern, son président Zinoviev est de plus en plus autoritaire, excluant ses opposants, destituant les dirigeants qui lui résistent, etc.

Maring propose à la direction de l'IC un rapprochement avec le GMD bien au-delà ce que le 2^e congrès de l'IC avait envisagé. Avec succès, il est envoyé en Chine avec les pleins pouvoirs, afin d'imposer la fusion au PCC.

Trotsky entame une lutte ouverte au sein du Parti communiste russe contre la déformation bureaucratique de l'État ouvrier. Il rejette la politique opportuniste en Chine, malgré certains de ses camarades de l'Opposition de gauche du parti russe, dont Karl Radek (1885-1959).

*Personnellement, depuis le tout début, c'est-à-dire 1923, j'étais résolument opposé à l'entrée du parti communiste dans le Guomindang comme à l'admission du Guomindang dans la Comintern. Radek a toujours été avec Zinoviev contre moi. (Lev Trotsky, « Lettre à Shachtman », 10 décembre 1930, *On China*, Monad, 1976, p. 490)*

Pourtant, les signes d'une poussée des luttes ouvrières sont évidents. Les militants communistes participent à des grèves des cheminots et dans le textile. Ils aident à la fondation de la première confédération nationale syndicale en mai 1922.

Malgré la répression sanglante des seigneurs de guerre contre les cheminots, le PCC conquiert l'avant-garde ouvrière. Lors du 3^e congrès tenu à Canton du 12 au 20 juin 1923, environ 30 délégués représentent 420 militants. Chen reste président. Mais Maring impose de faire adhérer « individuellement » les militants communistes au parti nationaliste.

*Puisque la classe ouvrière n'est pas devenue puissante, naturellement un PC fort, un grand parti de masse, ne peut être développé pour répondre aux exigences de la révolution actuelle. Par conséquent, le comité exécutif de l'IC a adopté une résolution selon laquelle le PC chinois doit coopérer avec le GMD. Les membres du PC doivent rejoindre le GMD. (« Résolution sur le mouvement nationaliste et la question du GMD », 22 juin 1923, dans Tony Saich et Benjamin Yang, *The Rise to Power of the Chinese Communist Party*, p. 78)*

Pour la première fois, Mao Zedong est élu au comité central. Il est un des plus fervents adeptes de la soumission à la bourgeoisie, censée diriger la révolution chinoise. Les directives du comité central manifestent l'adaptation au GMD camouflée sous le phrasé anti-impérialiste.

*Dans le mouvement nationaliste, le mouvement d'opposition à l'impérialisme est plus important que le mouvement contre les seigneurs de la guerre. Lorsqu'il y a un conflit entre les seigneurs de la guerre et les impérialistes, nous devons soutenir les seigneurs de la guerre. (« Résolution du CC du PCC », 24 novembre 1923, dans par Tony Saich et Benjamin Yang, *The Rise to Power of the Chinese Communist Party*, p. 85)*

Dans la pratique, le Guomindang reçoit de l'argent et des armes d'URSS. Des conseillers militaires de l'Armée rouge sont envoyés en Chine ; les officiers du GMD sont

formés en URSS comme Jiang Jieshi (Tchang Kaï-chek, 1887-1975), un ancien de la mafia de Shanghai. Sun est lui-même conseillé par Mikhaïl Borodine (1884-1951) qui n'est pas envoyé par l'IC mais directement par le bureau politique du parti russe en voie de bureaucratization. Borodine décide à la place des instances du PCC.



Chen Duxiu, le président du PCC, 1921

Le parti bourgeois clame 400 000 membres à son congrès de 1924. En matière sociale, il se contente de peu, il promet une amélioration du code du travail et une réduction des loyers des terres agricoles. Le PCC est intégré au GMD. Mao fait partie de sa direction qui comporte 3 communistes sur 24 membres. Zhou Enlai (Chou En-lai, 1898-1976) fait partie de l'académie militaire dirigée par Jiang.

La lutte pour la libération de la Chine et l'idéologie de Sun Yat-sen sont une lutte démocratique et une idéologie progressiste, mais bourgeoises. En Chine, nous sommes pour le soutien des communistes au Guomindang, s'ils le poussent vers l'avant. C'est essentiel, mais en même temps, il y a là un danger de dégénérescence. De même, dans tous les pays d'Orient qui forment l'arène de la lutte nationale de libération de l'esclavage colonial. Le prolétariat naissant d'Orient doit s'appuyer sur ce mouvement progressiste ; mais il est absolument évident que dans la période à venir, il y a pour les jeunes marxistes d'Orient, un danger d'être séparé des groupes « Émancipation du Travail » et de se dissoudre dans l'idéologie nationaliste. (Lev Trotsky, « Discours pour le 3^e anniversaire de l'Université communiste des peuples d'Orient », 21 avril 1924, [site www.marxists.org](http://www.marxists.org))

Le fer de lance de la révolution est pourtant la classe ouvrière.

*Le 1^{er} mai 1924, à Shanghai, 100 000 ouvriers défilèrent dans les rues ; à Canton, il y eut le double. (Harold Isaacs, *La Tragédie de la révolution chinoise*, 1938-1961, Gallimard, p. 99)*

Son alliée la plus sûre, comme l'avait avancé Marx et Engels après 1848 et comme l'a prouvé la révolution russe de 1917, est la paysannerie exploitée. Les premières associations de paysans voient le jour. La montée révolutionnaire est en cours mais le parti du prolétariat est désorienté.

(à suivre)

ABC du marxisme : dialectique

Pour comprendre la réalité sous toutes ses formes, toujours en devenir, en transformation, en mouvement, même apparemment immobile, la logique formelle ne suffit pas. Georg Hegel, après de nombreux philosophes grecs, a établi les lois essentielles de la dialectique : chaque élément, être vivant ou non, contient potentiellement son contraire en devenir, son dépassement en une nouvelle entité, qui elle-même se trouvera soumise aux mêmes lois de développement. L'exemple de la graine qui contient la plante en devenir, qui ne sera donc plus la graine, permet de comprendre facilement cette première loi de la dialectique, l'unité des contraires.

Mais cette plante qui s'est développée en négation de la graine, elle-même devient fruit, qui n'est plus ni la graine ni la plante, et pourtant procédant de l'une et de l'autre, illustre une autre la loi essentielle de la dialectique. Ces transformations successives se réalisent non par une évolution continue et linéaire d'infimes changements, mais par leur accumulation aboutissant à une rupture, un changement de qualité, la transformation de la quantité en qualité. L'exemple de la transformation aux environs de 100 degrés de l'eau en gaz illustre cette autre loi de la dialectique.

Si les théories scientifiques sont généralement présentées de façon formelle, les chercheurs adoptent souvent une attitude dialectique dans l'élaboration de nouvelles connaissances. Ainsi un expérimentateur peut tenter de mettre en défaut une loi communément acceptée, ou il poussera une hypothèse jusqu'au bout pour finir par montrer qu'elle est fautive. En mathématiques, les logiciens mettent en correspondance des affirmations contradictoires (par exemple, un énoncé arithmétique codant le fait que lui-même ne peut pas être démontré) et parviennent ainsi à prouver formellement les limites de leurs propres systèmes formels.

Selon la dialectique, tout aspect de la réalité ne peut être considéré comme une chose isolée et stable. Elle ne peut se comprendre que comme relation, comme rapport, par son histoire et par ses interactions avec son environnement. Loin de procéder comme la logique formelle par opposition binaire entre réalités figées, la dialectique intègre donc toutes les couleurs, les contradictions et les transformations. Elle oppose le mouvement du cinéma à l'immobilité trompeuse.

Mais Hegel était un idéaliste, il pensait que les lois de la dialectique procédaient du développement de la Raison, une sorte d'entité surnaturelle qui gouvernait le monde. Le mérite de Karl Marx et de Friedrich Engels a été de remettre la dialectique sur ses pieds, de l'appuyer sur le

matérialisme et, en l'appliquant à l'histoire, de définir la méthode de pensée des marxistes, le matérialisme historique. Pour les marxistes, toutes les théories et représentations du monde sont déterminées historiquement, y compris bien sûr la dialectique matérialiste elle-même. L'idée que les humains se font d'eux-mêmes et du monde est déterminée par les conditions matérielles de production de leurs moyens d'existence, d'échange, par l'organisation de la société qui découle de ces conditions de production, tant du point de vue des connaissances qui accompagnent cette production que de l'organisation de la division du travail et des classes sociales.

Il a fallu le développement contradictoire de la bourgeoisie au sein de la société féodale et monarchique pour qu'apparaisse la critique par la philosophie des Lumières de tous les dogmes et croyances, y compris religieux, qui structuraient l'ancien monde et le légitimaient.

Mais la bourgeoisie parvenue au pouvoir n'a pas besoin de la dialectique, elle a besoin de théories et de méthodes

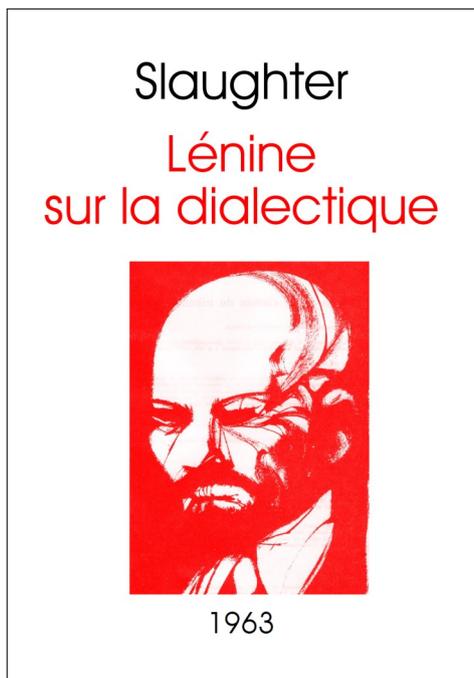
de pensée qui légitiment sa domination comme un ordre immuable. C'est à son tour l'apparition du prolétariat comme classe révolutionnaire luttant contre la bourgeoisie qui a rendu possible et nécessaire l'apparition et le développement du marxisme établi sur la dialectique matérialiste comme outil d'analyse, de pensée et d'action révolutionnaire.

Pour le marxisme, les contradictions entre classes sociales conduisent à la lutte des classes, qui est le moteur de l'histoire.

L'immense avantage que donne la dialectique matérialiste aux communistes sur les différents idéologues bourgeois est de les aider à lire les forces réelles en présence, leurs tensions, derrière les apparences. Elle leur sert à comprendre la réalité contradictoire, par exemple ce qu'est un

« parti ouvrier bourgeois ». Elle leur permet de déceler derrière le calme apparent l'accumulation des contradictions qui préparent un changement qualitatif, par exemple l'irruption d'une crise révolutionnaire. Ainsi, l'avant-garde organisée peut exprimer consciemment le mouvement d'abord inconscient, c'est-à-dire de dire tout haut ce qui est nécessaire au mouvement pour qu'il atteigne son objectif.

Pour les militants communistes, la dialectique est nécessaire pour comprendre la situation et s'orienter, pour éviter la stérilité dogmatique des sectes et l'impressionnisme superficiel des courants opportunistes.



Cahier révolution communiste n° 29
3 euros auprès des militants, 4 euros par la poste